

Les anarchistes au pays de Tito

VOIR
PAGE 3

Contre la garde
territoriale :

3^{me} FRONT !

Jules MOCH

le pourrisseur,
organise
la
délation

BASSE besogne, la garde du territoire ne pourra être assurée que par de basses consciences. Tous ceux dont l'idéal se limite à une gamelle bien garnie, l'ancien gendarme, l'ancien policier, l'adjudant en retraite vont accourir, heureux de l'aubaine. Jules Moch le pourrisseur vole au secours de Plevin l'impuissant. Et le gouvernement, pour survivre, va s'entourer d'un ramassis d'espions et d'indicateurs. Ils auront pour devoir d'enrichir les fichiers préfectoraux des noms des Staliniens et de ceux des hommes libres et décidés à ne plus subir l'encasement et la mort, pour la satisfaction d'une patrie qui en trente ans a déjà englouti plus de deux millions d'êtres.

On sait que les cadres staliniens, en cas de guerre, formeront une redoutable 5^e colonne au profit de l'impérialisme russe.

On sait également qu'à côté de ces zéloteurs de la N.K.V.D., la vaste majorité du peuple, demeurée saine malgré les tentatives d'asservissement moral au bénéfice de l'Ouest ou de l'Est, en a assez des turlupinades. Et qu'un nombre impressionnant des inscrits ne répondra pas à l'appel en cas de mobilisation. Il s'agit donc d'aller au plus pressé.

Incapable de bâtir des écoles, des maisons, incapables d'assurer aux travailleurs une existence décente, le gouvernement veut installer dans chaque village, dans chaque ville, chaque quartier, un garde territorial, c'est-à-dire un délateur professionnel. La répugnante milice de Pétain rendit de ses cendres.

Entre les volontés du peuple, volonté de mieux-être, de progrès, volonté de refus, volonté de libération encore inexprimée, diffuse mais réelle, entre ces volontés et les mythes de la patrie, de la fausse liberté démocratique et de la politique, le divorce s'accroît et devient un danger de plus en plus grave pour les gouvernants.

Corollaire indispensable à l'allongement du service militaire, les nouvelles mesures policières tendent à juguler d'avance manifestations et mouvements que l'encasement et la domination des miliciens et des adjudants risquent de provoquer. Sous couvert de défendre le territoire, on nous prépare sournoisement un avenir de camps de concentration et de casernes. Nous savons tous, et par expérience, que la démocratie, dès qu'elle pressent la moindre menace de révolte, se montre à visage découvert et ne recule devant aucune férocité pour défendre ses classes privilégiées. L'abominable traitement qu'elle infligea aux révolutionnaires espagnols en 37, aux libertaires, aux pacifistes qui refusèrent en 39 de se soumettre, est encore présent à toutes les mémoires. Casernes et camps de concentration avons-nous dit. C'est bien là la finalité de ce système étatique et capitaliste qui alors ne le cédera en rien à l'univers stalinien.

Et ceci est encore une preuve que notre position : ni pour l'un ni pour l'autre est la seule conforme au véritable esprit révolutionnaire, la seule qui groupera les hommes libres au sein du 3^e FRONT.

Contre Jules Moch, contre Staline, contre Truman : 3^e FRONT PROLETARIEN.



LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-cinquième année. — N° 241

VENDREDI 6 OCTOBRE 1950

LE NUMERO : 10 francs

Fondé en 1895 par Louis MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE
ANARCHISTE »

LES TROIS MYSTÈRES DE LA GUERRE DE CORÉE

LE jour où la politique de Staline sera connue, la guerre de Corée apparaîtra sans doute comme une des sanglantes étapes de l'impérialisme soviétique. Aujourd'hui, nous en sommes encore réduits à poser des questions, à échauffer des suppositions autour de faits diplomatiques et stratégiques dont les causes demeurent plongées dans l'obscurité.

Ce que l'on pourrait appeler les trois mystères de la guerre coréenne se résume ainsi :

1^o Pourquoi Staline a-t-il quitté l'O.N.U. en janvier 1950, alors que sa présence dans cet organisme lui eût permis, en usant de son droit de veto, de paralyser l'action du Conseil de Sécurité en faveur des « Sudistes ». De pousser les U.S.A. à agir seuls, de les contraindre à passer outre la passivité forcée de l'O.N.U., afin qu'ils en soient les saboteurs ?

2^o En regard des avantages stratégiques incontestables qu'aurait apporté la victoire en Corée, les risques à courir étaient tellement considérables que le jeu n'en valait pas la chandelle. Ces risques étaient (et se sont concrétisés) :

a) Un démenti flagrant à la politique dite de paix de l'U.R.S.S.

b) L'occasion attendue par les dirigeants américains pour se lancer dans un réarmement massif.

c) Une leçon de guerre donnée aux adversaires et provoquant chez ceux-ci une révision complète de leur stratégie à la lumière des batailles coréennes.

3^o L'inexistence de l'aviation et de la marine dans l'armée Nord-Coréenne la vouait inéluctablement à la défaite dans le cas d'une réaction militaire américaine.

Ces considérations ont été très certainement à l'origine des craintes de guerre immédiate qui déferlèrent sur le monde à partir du 25 juin. En effet,

seule la volonté de déclencher les hostilités générales pouvait expliquer une entreprise aussi hasardeuse qui, alors, n'aurait plus été qu'une provocation, qu'un prétexte.

Or, l'U.R.S.S. visiblement fait marche arrière. Elle est revenue à l'O.N.U., elle lance des ballons d'essai, aurait

proposé un armistice, suspend ses attaques contre Tito et par la voix de Malik suggère une rencontre entre les principaux dirigeants de la Russie et des Etats-Unis.

La propagande stalinienne

Dans l'arsenal politico-stratégique du Kremlin, une place de choix est réservée à la propagande. A cause de son étiquette : « Pays du socialisme », l'U.R.S.S. ne peut pas ne pas tenir compte de l'opinion mondiale, surtout de celle des pays non soumis à la férule de Staline. Mais cette obligation implique le mensonge perpétuel, la ruse, la calomnie, la dissimulation et, par conséquent, la gêne du masque socialiste sur la face du dictateur. Mais tout cela est largement compensé par l'existence des partis communistes internationaux et leurs nombreuses filiales : Partisans de

par ERIC-ALBERT

la Paix, associations diverses, etc., et qui sont autant de chevaux de Troie.

Or, on ne peut soutenir raisonnablement que l'affaire de Corée a été avancée pour cette propagande, que le thème « agression américaine » a été pris au sérieux. Il n'y a que les imbéciles et les aveugles pour nier l'évidence. La démission de Wallace du parti progressiste américain symbolise parfaitement les sentiments qu'ont dû éprouver nombre de ceux qui croient encore au mythe : pays du socialisme, des sympathisants, des intellectuels en mal de stabilité.

Certes, nous n'allons pas assister à une épidémie de démission au sein des P.C. Mais autour de ces P.C., le vide risque fort de s'approfondir, dans cer-

« Puisque tu peux,

Chaque semaine, ami lecteur, nous essayons de t'apporter un bol d'air pur ; nous dégageons du fatras des mensonges, des sophismes, des nouvelles tendancieuses, ce qui — tu le sais bien — est la vérité. Mais as-tu songé un instant à quel travail opiniâtre sont astreints les responsables du « Lib » ? As-tu songé que tous sont bénévoles, qu'ils sacrifient leurs rares loisirs, leurs nuits souvent à l'incessant travail de documentation, de rédaction, de classement ? As-tu songé qu'un journal de même format édité par

(Suite page 4, col. 3.)

tralité de surface, a laissé le champ libre pour la formation spontanée, non d'une psychose de guerre type 1914, mais d'un climat permettant le réarmement massif. Le renversement de l'opinion américaine est à ce sujet fort significatif.

Le réarmement

Il est inutile de se perdre en conjectures sur les mobiles qui ont poussé Staline à allumer la guerre entre un satellite russe et un satellite américain. Toutes les explications données à ce sujet s'avèrent puériles : user la force militaire américaine, s'assurer une base stratégique importante, vaincre le complexe de l'encerclement, autant de réponses qui ne satisfont pas l'esprit. Apparemment, la seule réponse valable de toutes ces questions est celle qui propose une erreur de la part de Staline. Une erreur énorme, tellement énorme qu'elle en devient inadmissible.

(Suite page 2, col. 1.)

LE FESTIVAL DES GIROUETTES

DE jour en jour se dissipent un certain nombre d'équivoques, bien que d'aucuns se plaisent à en créer sans cesse de nouvelles. On s'ingénie ainsi d'une part à dénoncer les impostures de la politique internationale, de l'autre à mettre sur pied de nouveaux escamotages. Les démocrates « de gauche » ne sont pas les derniers à ce jeu de passe-passe, et les blocs impérialistes comptent précisément sur les démocrates « de gauche » pour brouiller les cartes dans le camp des volontés révolutionnaires.

Car s'il n'y a pour ainsi dire pas de « collaborateur » qui n'ait eu « son » juif, il n'y a pas non plus de dictature, de régime policier et d'exploitation, qui n'ait son démocrate avancé. Pour un peu, on se les achèterait au marché noir comme on s'achète des certificats de Résistance. Le maréchal Staline a ses « Partisans de la Paix », ses « Chrétiens progressistes » et toute une gamme d'enfants de cheur qui s'étend jusqu'aux Amicales de pêcheurs à la ligne. Le maréchal Tito, lui, possède ses « Démocrates Révolutionnaires » (assez mal en point, il faut le dire), ses Trotskystes bien stylés (que sa presse injurie d'ailleurs à longueur de colonnes), et la firme « Cassou, Ziliacius and Co ». Le président Truman possède aussi ses « Démocrates Révolutionnaires » (Rousset et ses amis) et ses « syndicalistes » édentés, bureaucrates subventionnés par Mr. Irving Brown, dispensateur de la manne américaine pour l'Europe.

A chaque fois qu'il y a un coche à prendre, une conscience à acheter, un Etat à soutenir, une exploitation à justifier, une avarie à proférer, on peut être sûr que la démocratie de gauche sera sur les rangs. Elle est tellement invertébrée qu'elle s'applique avec la plus grande facilité sur les vertèbres des autres. Elle passe d'un camp à l'autre avec une si grande virtuosité qu'on ne sait jamais très bien où en sont ses représentants. M. Cassou, stalinien la veille, est titiste le lendemain ; M. Rousset est successivement trotskyste en France, stalinien en Allemagne pour se retrouver trumanien. On pourrait composer un dictionnaire des girouettes de la taille du Larousse rien qu'avec ces gens-là. Et ils hurlent à toute occasion qu'ils représentent l'avenir, qu'ils défendent à la fois le socialisme et la liberté, et ils ne manquent pas de taxer de sectarisme ceux qui refusent de les suivre en leurs évolutions burlesques.

Non seulement ils se vendent, avec une bonne foi désarmante, à qui veut les acheter, sans souci de leur patron de la veille, non seulement ils apparaissent ainsi comme les laquais de toutes les réactions, mais encore ils se sont montrés une fois pour toutes incapables de s'établir à leur compte. On se souvient de l'échec total de ce « Rassemblement Démocratique Ré-

volutionnaire » où ils ont essayé de se regrouper, de leur impuissance à élaborer un programme et à définir une action, de leur éclatement en poussières bientôt balayées par l'attraction des Impérialismes.

En fait, les démocrates de gauche se sont montrés partout incapables d'opter pour le seul camp solide, homogène, clair : le camp du Proletariat en lutte contre ses exploitateurs avoués, les capitalistes, et contre ses exploitateurs hypocrites, les bureaucrates staliniens, titistes, travaillistes ou autres. Partout la phraséologie de ces guignols est venue justifier les exploitateurs ou les candidats à l'exploitation. Ils se donnent pour tâche de diriger les masses travailleuses, mais les masses travailleuses, même celles qu'abuse la mystique stalinienne, n'en veulent pas. Aussi se trouvent-ils rejetés de l'autre côté de la barricade, et s'empresment-ils de se réfugier dans la première maison accueillante, même la plus louches.

Car le Proletariat, partout où commence à s'éveiller la conscience de lui-même, la conscience de sa duperie par le stalinisme, la conscience de la responsabilité des deux blocs impérialistes dans la provocation à la guerre, ce Proletariat-là ne veut plus des mots vides et des phrases creuses. Il sent que c'est l'heure des tâtonnements laborieux, des premières prises de contact entre travailleurs en dehors des partis politiques bureaucratiques, des syndicats pourris en grande partie, des étiquettes momifiées et des traditions stériles. La classe ouvrière commence à percevoir à travers la brume des propagandes que le mot d'ordre de la gestion ouvrière est le seul mot d'ordre qui représente authentiquement l'émancipation du travail, contre le capitalisme privé et la bureaucratie collectiviste. Mais comment voulez-vous que les intellectuels pharisiens adoptent un tel mot d'ordre gestionnaire, sans abdiquer par là-même le droit de leur couche sociale à diriger les destins de la société ? Les classes laborieuses ne sont pas autre chose pour eux que le piédestal rêvé pour accéder à une telle direction, dans un usage de « bons sentiments ». Eloignés de la Révolution par leurs instincts de bureaucrates, éloignés des bureaucraties actuelles par leur mauvaise conscience vis-à-vis de la Révolution, les démocrates de gauche traînent leur vie inconsistante de petits bourgeois effarés par les affrontements du monde contemporain.

René MICHEL.

REDACTION-ADMINISTRATION
Etienne Guillemau, 145, Quai de Valmy
Paris-10^e C. P. 5072-44

FRANCE-COLONIES
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.
AUTRES PAYS
1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.
Pour changement d'adresse joindre
25 francs et la dernière bande

La guerre, selon les diplomates et les militaires

Une des premières idées qui devrait traverser l'esprit d'un homme de bon sens est que la paix continue ne peut être possible qu'à partir du moment où l'opinion publique de chaque pays impose à son Etat respectif un désarmement total portant à la fois sur les armes navales, aériennes et terrestres. Les spécialistes militaires et les économistes ont des aperçus concordants sur ce point.

Les militaires estiment que la guerre est une chose normale. Elle est un moyen d'arriver à une fin, la possibilité pour un Etat d'imposer sa volonté à un autre Etat quitte à être ensuite obligé de le relever de ses ruines par souci d'équilibre. D'autres estiment que la guerre est la transposition de la lutte pour la vie à une échelle internationale, d'autres enfin que c'est le seul moyen d'imposer le droit.

Les économistes de leur côté après avoir tourné laborieusement autour du problème, soupesant leurs intérêts de classe et la permanence de la puissance des Etats, estiment que le désarmement intégral soulèverait des difficultés énormes, modifierait la carte économique d'un pays et déclencherait une crise de chômage et de débouchés.

Chômage de millions d'ouvriers qui vivent du travail que leur procure les arsenaux, les chantiers de constructions navales, les entreprises aéronautiques à des fins militaires, chômage doublé de la fermeture de débouchés frappant la production métallurgique.

Car ils écartent de leurs hypothèses comme utopie le fait d'employer les travailleurs à des choses plus utiles et plus pacifiques.

En réalité nous pouvons dire que l'idée de la limitation ou de la réduc-

tion des armements, à plus forte raison de la suppression, est absolument étrangère aux préoccupations des Etats car la nature de l'Etat est non seulement de résister par la force à la subversion éventuelle de ses sujets mais aussi de prévenir l'agression d'un autre Etat en mal d'espace vital ou de préparer une agression.

Les Etats qui ont bénéficié historiquement du partage du monde estiment définitivement ce partage et ils ont pour défendre ce qu'ils appellent leur sécurité. C'est le cas des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France.

Les Etats qui s'estiment lésés par ce partage séculaire essaient de recouvrer les moyens pour le contester par d'autres moyens que les moyens diplomatiques.

C'est le cas de la Chine, de l'Indochine, de l'Indonésie, de l'Inde, de l'Afrique du Nord.

Et les grands arbitres de cette opération restent les ETATS-UNIS et l'U.R.S.S.

Les Etats-Unis prenant fait et cause pour les Etats forts, l'U.R.S.S. pour les Etats faibles. C'est la discrimination des Etats ploutocratiques et des Etats prolétariens qui naît dont le fascisme et l'hitlérisme firent leur cheval de bataille.

Nous savons où tout cela peut nous mener. Qu'on limite l'importance des armées, la masse du matériel de guerre, le tonnage des bâtiments, cela limiterait peut-être la violence et la durée de la guerre, mais ne l'empêcherait pas. D'ailleurs on sait par expérience que non seulement les conférences réunies pour limiter les armements n'atteignent pas leurs objectifs mais

LECTEURS ET AMIS DU "LIBERTAIRE"

**Retenez votre soirée
DU 17 NOVEMBRE**
pour le
GRAND GALA DU LIBERTAIRE
UN PROGRAMME EXCEPTIONNEL
Les meilleurs artistes de la scène et de l'écran
Les billets sont délivrés à la Librairie et dans les Groupes
Retenez vos places dès maintenant !

TU DOIS »

une entreprise commerciale exige au moins trois dactylos, six rédacteurs, un archiviste, un directeur, un rédacteur en chef et un capital de roulement d'au moins deux millions ?

Certes, ces responsables sont heureux et fiers d'assumer leur tâche. Ils luttent pour eux, pour leur idéal et du même coup pour toi. Alors, puisque tu peux les aider, puisque tu peux leur donner le « Lib » à vaincre les difficultés financières qui risquent de l'étouffer, tu dois l'aider ! Et dès aujourd'hui, tu rechercheras et tu trouveras un abonné. Si chacun en fait autant, dans un mois le « Lib » comptera 5.000 abonnés, il sera plus varié, plus riche, mieux documenté, plus important, et son existence sera définitivement assurée. Ami lecteur, tu peux, donc tu dois !



LES RÉFLEXES DU PASSANT



Compromis

vivent que de compromis, il ne se compromet pas. Ainsi, MM. Goin et Cie, les généraux (dont on ne parle plus), les autres, tous les autres qui ont barboté dans le scandale de la Cour des Comptes ne trouvent leurs chances de vie que dans le compromis. Voilà ce que Pauwels a oublié. Mais peut-être a-t-il peur de se compromettre ? Peut-être ignore-t-il que la « disparition » du juge Delattre n'est qu'un compromis entre l'Elysée et la rue Beauvau ? Et que feu « Combat » n'est autre chose qu'un compromis entre ce qu'il faut dire et ce qu'il faut ne pas dire, entre la défense des salariés et la défense d'un planteur tunisien de « Combat » ?

PAUWELS dans « Combat » du 18 septembre, nous apprend, à propos de la réglementation des salaires, « ... qu'à force de vivre de compromis, on finit par compromettre les chances mêmes de la vie ».

Voilà une forte pensée. Une vérité qui pour moi a été d'une certaine utilité bien que les réflexions qu'elle suggère ne peuvent être hélas, que d'une platitude conforme à ma source d'inspiration.

Le salaire, qu'il soit élevé ou de misère, est toujours insuffisant parce que toujours amputé de cette fameuse plus-value destinée à la fabrication des Smadja et autres multimillionnaires. Celui qui le reçoit accepte simplement d'être volé. A l'opposé de ceux qui ne

Donc, le compromis est partout. On pourrait même affirmer que tout n'est qu'un vaste compromis, quelque chose de gigantesque et de boiteux, ni figure ni raisin, ni mâle, ni femelle et que nous acceptons faute de mieux. Et parce que nous le voulons bien ! Parce que nous voulons bien être des compromis. Parfaitement ! Promis au percepteur, d'abord, à la caserne ensuite et, pour finir, aux holocaustes « libérateurs ». A moins que nous disions : non. Tranquillement, mais tous en chœur. Nous acceptons, aux demi-mesures et au simili « Combat » qui veut nous faire prendre des vessies pour des lanternes et un salaire suffisant pour un gage de libération.

OLIVE.

Guerre de Corée

(Suite de la première page)

Elle aurait en effet provoqué non l'affaiblissement du potentiel américain, mais son renforcement dans des proportions telles que si un tournant imprévisible et d'importance historique n'intervenait pas dans la politique internationale, dans deux ou trois ans le retard militaire américain sur son concurrent russe sera largement comblé.

Donc, il ne peut s'agir d'une erreur. On serait plutôt tenté de croire que la course aux armements a été froidement provoquée par le Kremlin en vue d'atteindre des objectifs encore lointains, dont l'un serait peut-être une accélération de la décadence des démocraties capitalistes. D'ailleurs, l'absence à l'O.N.U. de l'U.R.S.S. au moment où celle-ci préparait la guerre de Corée ne fut certainement pas accidentelle comme certains commentateurs le prétendent, faute d'une explication plus acceptable, mais **CERTAINEMENT VOULUE**. Cette absence s'inscrivait sans nul doute dans un vaste plan d'ensemble dont nous ne percevons que quelques détails.

Une coïncidence

Dans son éditorial de « l'Aube », Bidaud s'empresse déjà d'affirmer que « ... la riposte énergique et hasardée qui a fait face à l'offensive communiste de Corée n'a eu aucun des inconvénients que prévoyaient les fanatiques de la concession, mais elle a fortement consolidé la paix ». On essaie ainsi de nous

faire croire que la défaite des Nord-Coréens a amené Staline à résipiscence. Ce schéma simpliste qui s'identifie au ridicule : « Si vice pacem par bellum », peut se justifier, pour des esprits superficiels, par le synchronisme des événements de Corée et de la politique soviétique :

15 septembre : Débarquement d'Inchon.
16 septembre : L'U.R.S.S. ferait des propositions en vue de mettre fin à la guerre froide.

17 septembre : Pékin proposerait sa médiation.

21 septembre : Vychinski proclame à l'O.N.U. : « Il faut conclure un pacte de paix ».

26 septembre : Malik, vice-ministre des Affaires étrangères russes propose une « rencontre entre les principaux dirigeants russes et américains » (Staline-Truman).

28 septembre : La victoire des troupes U.S.A. ne fait plus de doute. « L'offensive » de paix de Staline nous

Cependant, rien ne nous autorise à penser que dans le cas d'une victoire des « Nordistes », l'attitude du Kremlin eût été différente de ce qu'elle est présentement ; également rien ne nous autorise à affirmer que cette attitude est directement déterminée par le succès de Mac-Arthur. A l'échelle de l'antagonisme des deux colosses, la guerre de Corée n'est qu'un mince épisode,

La bataille de l'Enseignement
IL FAUT CHOISIR :
Des écoles ou des bombes

PREMIERE QUESTION : QUELS SONT LES BESOINS ?

« Toutes les statistiques signalent une augmentation de la population. Le nombre des enfants en âge scolaire, six ans, qui était en 1947 de 465 (nombre en milliers), passe en octobre à 571 (2). La guerre a amené la destruction de 4.900 classes et en a endommagé 6.000 ; malgré un effort pour la réparation de celles-ci un bon nombre d'écoles vont encore à l'école dans des baraquements très difficiles à chauffer l'hiver et d'une chaleur insupportable l'été.

« Beaucoup de locaux scolaires sont dans un état vétuste, menaçant ruine et présentant un danger grave pour les élèves, situation tragique démontrée par les faits. A Paris, au cours de l'année 1949-50, des murs se sont écroulés dans des écoles communales : rue des Récollets et rue du Moulin-des-Prés (3).

Dans de nombreuses communes de la banlieue parisienne, les groupes scolaires sont devenus, depuis plusieurs années, déjà trop petits ; pour y remédier, on parque les enfants à 60 et même à 65 dans une classe, destinée à en recevoir au maximum 35 à 40.

« Le recrutement des maîtres s'avère difficile, car le nombre des instituteurs et institutrices ayant abandonné la profession entre 1944 et 1949 s'élève à 1.007 (valable pour 60 départements seulement).

Peut-on, dans ces conditions, taxer Tréno d'exagération, lorsqu'il écrit : (4) « Oui, il n'y a plus assez de places dans nos écoles pour les petits Français et le 1^{er} octobre prochain, près de soixante mille d'entre eux risquent de rester à la porte !

« Voilà où nous en sommes — et ça ne fait que commencer. Car si près de 4.222.000 enfants (160.000 de plus que l'an dernier) vont se présenter dans quelques jours dans les écoles publiques, il y en aura, si le rythme des naissances se maintient, 5.600.000 en 1959. »

Le Monde, enfin, ne rapporte-t-il pas qu'en 1949 (année déjà très pénible), le nombre des enfants pour les écoles maternelles et enfantines (5) passait de 672.499 à 840.855 ? Cependant, pour les constructions scolaires, cela signifie que si les services de la rue de Rivoli acceptent ce chiffre — ce qui reste à débattre — 7 milliards seront consacrés l'an prochain au renouvellement de nos écoles !

Ce crédit supplémentaire est évidemment dérisoire pour faire face à tous les besoins. D'autant plus que (comme le confirme d'ailleurs l'enquête de Combat) le problème reste posé, car tous les projets se heurtent à l'extrême urgence des réalisations nécessaires.

L'année prochaine, il sera trop tard. (6). La direction de l'Enseignement, elle, a adopté une position qui ne fait que renforcer cette certitude. Nous apprenons en effet que :

L'état critique des locaux scolaires a motivé l'envoi de directives de la Direction de l'Enseignement, d'une part,

aux mairies, d'autre part, aux établissements intéressés.

Ces circulaires précisent que toutes les inscriptions devront être acceptées par les services compétents des mairies. Ceci n'implique pas que toutes les candidatures seront en définitive retenues.

En effet, ces textes indiquent aux institutrices et instituteurs qu'au cas où leur école ne disposerait pas de classes suffisantes, un tri devrait alors être effectué dans les conditions suivantes :

1) La priorité devra être accordée aux enfants les plus âgés (5 ou 6 ans) ;
2) Aux familles nécessiteuses ou à celles dont la mère est tenue à l'extérieur par son travail.

En réalité, il aurait fallu cette année de 400 à 500 classes nouvelles dans le seul département de la Seine : on en a créé en tout et pour tout 400 pour l'ensemble du territoire !

Sur un autre plan, dans le même ordre d'idées, on annonce que :

Trois centres régionaux d'éducation physique vont fermer au 1^{er} octobre. Et avec ces centres de Tours, Nancy et Besançon seraient supprimés les lieux d'éducation populaire de Romagne, Terrenoire et Annecy. Et, ce qui est plus grave, les écoles nationales de maîtres d'éducation physique de Joinville et de Quincy.

Ces chiffres et ces faits nous semblent assez éloquents pour affirmer qu'il est indispensable, quelle que soit la position des syndicats, d'organiser immédiatement une contre-offensive populaire : il s'agit de comprendre et de faire comprendre que ce sabotage de l'Education Nationale est lié à la préparation à la guerre, que la seule position raisonnable reste celle que nous préconisons : Une fois le choix effectué entre des écoles ou des bombes, s'organiser pour mener le combat. Il faut comprendre, comme l'affirme A. Laprade, dans Monde Ouvrier, que les enfants risquent de ne pouvoir recevoir le bagage indispensable qui leur sera nécessaire dans leur vie de travail, dans leur vie de militant ouvrier, pour comprendre et agir en face des grands problèmes qui se posent à eux. Nous devons avoir conscience que ce problème des locaux scolaires insuffisants ou vétustes repose toute la question de l'enseignement et savoir combien le capitalisme a intérêt à saper à la base l'éducation de nos gosses pour que demain ils ne

puissent pas le combattre avec efficacité.

Pour notre part, nous sommes depuis longtemps décidés à combattre sans répit cette phase de la préparation à la guerre, et c'est pour cela que nous vous appelons à mener avec nous l'action qui s'impose : Partout il est possible de créer ou de renforcer l'opposition à cette manœuvre ; partout les anarchistes se ront au premier rang de ce Troisième Front des hommes libres, contre l'Etat et contre les démagogues.

CHARLES.

UNE DECISION DES ENSEIGNANTS DE LA SARTHE

La Commission administrative paritaire (administration et délégués du personnel enseignant) de la Sarthe a décidé, à l'unanimité, au cours de sa réunion du 18 septembre, de refuser de procéder à l'examen de la troisième tranche des mutations du personnel enseignant. Les représentants du personnel ont en outre donné leur démission de membres de cette Commission, en signe de protestation contre la non-création des 20 postes indispensables. Les représentants de l'administration s'abstiendront de participer aux travaux éventuels de ladite commission.

APPEL URGENT

Pour tout ce qui concerne la préparation de l'action collective et concertée à mener, écrire d'urgence à la Commission de liaison des Educateurs Anarchistes, Secrétariat National à l'Education, 145, quai de Valmy, Paris (10^e).

(1) Dans le département de la Sarthe, au cours d'examen radioscopiques en 1948-49, 113 maîtres sur 1.474 ont été reconnus atteints de lésions tuberculeuses, anciennes ou récentes. Les congés de longue durée pour maladie mentale sont nombreux, les congés de maladie fréquents, les faibles crédits de suppléance rapidement épuisés.

(2) Voir Monde Ouvrier du 15 septembre.

(3) Voir Le Libéraire du 16 juin 1950.

(4) France-Tireur du 22 septembre.

(5) Dans le Secondaire, d'après R. Bay, Secrétaire du Syndicat National de l'Enseignement du Second degré, les Etablissements publics ne peuvent accueillir que 33 % des élèves, le reste, 47 %, va à l'enseignement privé (Dans France-Tireur du 28-9-50).

(6) Combat, du 26 septembre 1950.

Fédération Anarchiste

La Vie des Groupes

Les secrétaires de Groupes et des Régions sont priés de nous donner le renouvellement des nouveaux bureaux.

Les trésoriers sont invités à payer les cartes et timbres en retard.

1^{re} REGION

LE HAVRE. — Les camarades du groupe se réunissent le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois à partir de 9 h. 30, Café Panier, 14, rue de Tourville.

LILLE. — Pour le service de librairie, s'adresser à Laurence C., 80, rue Francisco-Ferré, à Fives-Lille (Nord).

LES AMIS DE BROUTHOUX

Broutchoux, luttant infatigable, mort victime de la répression, avait été déçu par le manque de combativité de la classe ouvrière. Mais il n'avait jamais désespéré que plus tard des hommes continueraient son œuvre.

Il ne s'était pas trompé. Les anarchistes, plus que jamais, sont dans la lutte sociale. A Lens, un groupe est en formation. Ce sera le groupe Broutchoux ! Ecrire à Georges Laureys, 80, rue Francisco-Ferré, à Lille.

P.-S. — La librairie de Lille cherche une bache ou une toile de tente en bon état. A titre gracieux ! Ecrire même adresse.

2^e REGION

15^e. — Réunion le jeudi 5 octobre, salle du P.S., à 21 h., 31, rue du Général-Suquet.

CONSEIL REGIONAL

Le Conseil régional de la 2^e région aura lieu le samedi 7 octobre, à 14 h. 30, salle du Pavillon, 63, Bd de la Villette (métro Colonel Fabien).

Présence indispensable des délégués du groupe (carte exigée à l'entrée).

GROUPE D'ASNIERES

Réunion publique et contradictoire, à Asnières, salle du Centre administratif, place de la Mairie, le vendredi 20 octobre 1950, à 21 heures : « L'indépendance du camping », « Du camp de loisir aux camps de concentration », avec Joé Lauen et divers orateurs des organisations de camping.

LEVALLOIS - ENVIRONS, PARIS - 17^e (GROUPE DUNUTTI). — Réunion de rentrée : vendredi 6 octobre, 21 heures, au « Vieux Normand » (face métro Rome).

Ordre du jour : 1^o Réorganisation interne, 2^o Conseil régional, 3^o Questions diverses.

SECTEUR OUEST — COLOMBES

Prochaine réunion du secteur, le dimanche 8 octobre 1950, au lieu habituel, à 9 h. 1/2.

Présence indispensable des membres du groupe.

AVIS AUX GROUPES

Tous les communiqués doivent nous parvenir le lundi dernier délai.

4^e REGION

NANTES

Le Groupe Francisco Ferrer reprend sa permanence tous les samedis, de 18 h. à 20 heures, rue Jean-Jaurès, n° 33.

Adressez correspondance à Henriette Le Sédic.

8^e REGION

GROUPE LYON CENTRE

Tous les samedis, de 16 h. 30 à 19 h., permanence, librairie, adhésions, cotisations.

Jeunes Communistes Libéraux.

Les jeunes ayant pris conscience du rôle des jeunes dans la société actuelle et ayant de la sympathie pour le mouvement Libéraire sont invités à contacter le groupe des jeunes communistes libéraux, tous les jeudis, 33, rue des Chartriaux, Lyon Croix-Rousse.

Bibliothèque, documentation.

2^e, 3^e et 4^e vendredis de chaque mois, à 21 heures, Café des Sports, boulevard de Strasbourg.

Réunion extraordinaire du groupe, vendredi 6 octobre, à 21 heures, cours Dillon. Ordre du jour : « Organisation de la conférence du 19 octobre ».

9^e REGION

BORDEAUX. LIBRAIRIE SOCIALE. — Tous les dimanches, Vieille Bourse du Travail, rue Lalatte, 43, de 10 h. à 12 h. On y trouve livres, brochures et toute la presse.

10^e REGION

TOULOUSE. — Le groupe se réunit les 2^e et 4^e vendredis de chaque mois, à 21 heures, Café des Sports, boulevard de Strasbourg.

Librairie tous les dimanches matin, face 71, rue du Taur. Vente à la criée à Saint-Sernin.

11^e REGION

NARBONNE. — Réunion très importante du groupe le vendredi 22 septembre, à 21 heures, local habituel.

12^e REGION

MARSEILLE-CENTRE.

Le « cours du Militant révolutionnaire » recommencera le vendredi 29 septembre 1950, à 19 h., salle 6, C.N.T., vieille Bourse du Travail, rue de l'Académie, Marseille. Il aura lieu tous les vendredis.

Ce cours, en plus des séances ordinaires, comprendra des visites de musées, usines, grands travaux, causeries, conférences, exercices pratiques, etc. Il est ouvert à toutes les personnes voulant faire ou parfaire leur éducation révolutionnaire et qui s'engagent moralement à suivre ponctuellement ce cours, ou à fournir aux responsables de ce cours les motifs de leur abandon.

Se faire inscrire, 12, rue Pavillon, à Marseille, auprès du camarade Couronne, les mercredis et samedis, de 18 à 19 heures.

La Commission administrative.

NICE. — Groupe « Elysée Reclus » ...

Les intellectuels et la Question sociale, causerie-débat, le 12 octobre, à 21 heures, salle du premier étage, au Café de Lyon, avenue de la Victoire.

Le C.R.I.A. a un besoin urgent de traducteurs (particulièrement pour l'espagnol) et de dactylos bénévoles. Prière aux camarades parlant une langue étrangère et aux camarades sachant taper à la machine de laisser leur nom et adresse à la permanence. S'adresser C.R.I.A., 145, quai de Valmy.

ESPERANTO

Aux Espérantistes Anarchistes

Depuis 4 ans, notre bulletin mensuel « Senititano » défend les conceptions anarchistes dans les milieux espérantistes où il a un champ d'action très étendu pour faire connaître notre idéal.

Trouvez-vous de nouveaux abonnés, afin de pouvoir intensifier notre tâche, de propagande anarchiste grâce à la langue internationale, ainsi que l'Esperanto dans les milieux libertaires.

Pour information, s'adresser à Etienne Guillemou, 145, quai de Valmy, Paris (10^e), C.C.P. n° 5072-44.

Abonnement annuel : 200 francs.

La Gérante : P. LAVIN.

Impr. Centr. du Croissant
19, r. du Croissant, Paris-2

Les charbons du « Libéraire »

Avant la hausse, profitez de nos prix actuels

BOULETS		BRIQUETTES DE LIGNITE	
500 kgs.	3.830 »	500 kgs.	3.590 »
1000 kgs.	7.540 »	1000 kgs.	7.054 »
2000 kgs.	14.874 »	2000 kgs.	13.860 »
3000 kgs.	22.002 »		
ANTHRACITE FRANÇAIS		COKE DE GAZ	
Noix 30/50 : 500 kgs.	4.710 »	Calib. 40/60 : 500 kgs.	3.190 »
1000 kgs.	9.296 »	1000 kgs.	6.252 »
2000 kgs.	18.386 »	2000 kgs.	12.298 »
ANTHRACITE RUHR OU BELGE		CARBOLUX	
Noix 30/50 : 500 kgs.	5.250 »	Noix 30/50 : 500 kgs.	5.030 »
1000 kgs.	10.500 »	1000 kgs.	9.933 »
2000 kgs.	21.000 »	2000 kgs.	19.620 »
FLAMBANTS FRANÇAIS		Toutes les commandes sont réglées à la livraison	
Noix 30/50 : 500 kgs.	4.010 »		
1000 kgs.	7.897 »		
2000 kgs.	15.548 »		
FLAMBANTS D'IMPORTATION			
Noix 30/50 : 500 kgs.	4.520 »		
1000 kgs.	8.925 »		
2000 kgs.	17.646 »		

Indiquez-nous le jour (matin ou après-midi) que vous désirez être livrés, nous tâcherons, dans la mesure du possible, de satisfaire à votre demande. Si vous désirez être prévenus, dites-nous-le. Merci à l'avance.

Or C. Freinet vient justement de passer quelques jours à Paris, à l'occasion d'un stage du C.E.L., les 20, 21, 22 et 23 septembre. Grâce à sa bienveillance, il nous a été possible de vivre les dernières heures du stage, avec les stagiaires eux-mêmes, en pleine action et de recueillir pour nos lecteurs quelques-unes des paroles prononcées par Freinet, à la clôture du stage. (Nous espérons rester fidèles à l'esprit, sinon à la forme de son intervention).

« La C.E.L. est un mouvement unitaire, en ce sens que plusieurs tendances y sont représentées. Que l'on soit catholique ou communiste ou autre chose, cela n'empêche pas d'œuvrer en commun pour atteindre cet objectif commun : libérer l'enfant des forces qui l'oppriment ; ce qui signifie bien que notre mouvement n'est pas

neutre. Nous avons pris position sans équivoque dans le domaine pédagogique, mais chacun d'entre nous reste libre de défendre les opinions politiques de son choix. L'instituteur, plus que quiconque, doit avoir le courage de s'affirmer ! »

« Nous faisons notre possible pour déterminer et instaurer les meilleures conditions permettant aux enfants de devenir des hommes et non des moutons... Au lieu de les abrutir, par exemple, à coups de pesants manuels d'Histoire, nous essayons, par la mise en œuvre de méthodes nouvelles, d'éveiller en eux, ce que l'on pourrait appeler le sens historique, qui leur permettra de se cultiver par eux-mêmes. En dehors de toute idéologie politique, nous leur apprenons à avoir le courage de dire leur opinion, de critiquer leurs camarades et même leurs professeurs, et cela publiquement, afin que plus tard, quelle que soit la société dans laquelle ils seront appelés à vivre, ils puissent réfléchir par eux-mêmes, juger, et aussi agir dans le sens de leurs convictions... »

« Nous savons bien que pour nous, de l'entre nous, les conditions de travail sont difficiles, et il s'agit aussi pour nous d'agir, afin de les améliorer. L'école ne progresse que dans la paix et dans des conditions économiques adéquates... »

Il nous fut permis, à la suite de cette intervention de prendre la parole, en tant qu'envoyé de la Fédération Anarchiste et nous avons exprimé à Freinet et à la C.E.L. toute notre sympathie. Après quoi, nous pûmes avoir une discussion fort amicale avec une dizaine d'entre les stagiaires...

Il résulte de tout cela que nous ferons évidemment tout ce qui est en notre pouvoir, pour diffuser des méthodes si manifestement d'inspiration libertaire et nous appelons nos camarades instituteurs, au moins ceux qui ne sont pas encore familiarisés avec ces techniques, à collaborer avec ce mouvement qui a certainement un avenir. Enfin, pour permettre à nos lecteurs de juger plus sérieusement des possibilités d'expansion, des méthodes pédagogiques en question, nous publierons une étude d'un de nos camarades, sur ce sujet. Enfin notre service de librairie sera très prochainement sans doute, en mesure de diffuser des brochures et des livres du C.E.L. desquelles parents, enfants et éducateurs pourront tirer grand profit.

Secrétariat National à l'Education.

CULTURE ET RÉVOLUTION

LES ANARCHISTES AU PAYS DE TITO

De l'agriculture à l'industrialisation

En Yougoslavie, avant la « libération » fêtrée qualifiée en ce pays de « nationale », l'agriculture était la base de toute l'économie. Plus de 80 % de la population vivait du produit de la terre.

La part la plus importante de l'industrie — assez peu développée à cette époque — était aux mains du capital étranger. À savoir pour les industries de première nécessité : énergie électrique 60 %, charbon 55 %, sucre 16 %, bauxite 100 %, métallurgie 90 %, textile 61 %, cuivre entièrement monopolisé par le capital français jusqu'à 1938-1939 et ensuite, durant l'occupation, par le capital allemand, le plomb par les firmes anglaises et les pétroles de Slovénie — à débit moyen — par Shell et la Standard Oil Co. Après la formation de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie — dans un délai relativement court — contrairement à ce qui se fit dans les démocraties populaires et la Chine de Mao Tsé Tung, toutes ces industries de base furent nationalisées. Si cette décision ne donna pas le jour aux Soviets de la Russie de 1917, elle n'en expropria pas moins, en partie, les capitalistes nationaux, et intégralement les étrangers. Nous disons en partie pour la Yougoslavie se posait sérieusement le problème de la formation de cadres directs et techniques. Et là où le directeur n'était pas simplement actionnaire — mais gérant de son entreprise — il était maintenu à son poste au titre de fonctionnaire. La réorganisation de l'industrie — endommagée par la guerre — et son développement déterminé par les ambitions du Plan quinquennal nécessitaient un transfert de main-d'œuvre agricole en main-d'œuvre industrielle. La majeure partie des cadres ayant fui le pays, il fallut faire appel à des ingénieurs allemands et français (quoiqu'en dise le gouvernement, car nous en avons rencontré) et aux quelques techniciens qui demeuraient, pour assurer la relève et la formation technique de ces nouveaux effectifs. Ces ingénieurs étrangers jouissent en Yougoslavie d'une situation privilégiée. Ils ne sont d'ailleurs pas les seuls, nous le constaterons plus tard.

Les salaires

Les travailleurs sont divisés en trois catégories, se rapportant à la qualité ou la quantité du travail produit : R 1, R 2 et R 3. Ces divisions sont identiques pour les cartes de rationnement.

Le salaire le plus couramment payé est de 3.000 dinars par mois — nombreux sont ceux qui ne gagnent que 2.500, 2.600 et 2.800 dinars. Nous avons en notre possession le bulletin de paie d'une balayeuse, qui porte un salaire mensuel de 2.600 dinars, ce qui est bien en dessous du minimum vital — il en existe un — lequel est fixé par le gouvernement à 2.800 dinars pour les employés de bureau et 3.200 dinars pour les travailleurs manuels.

Les salaires des ingénieurs et directeurs sont fixés — d'après les déclarations officielles — en moyenne à 8.000 dinars. Pourtant le directeur de l'usine Rade Koncar nous déclara toucher 9.000 dinars et celui du barrage de Jablanitsa 11.000 dinars par mois. Nous n'avons pu déterminer avec précision le salaire réel des ingénieurs et directeurs, mais nous avons eu la confirmation que des coopératives à tarifs spéciaux leur étaient réservées — ce qui augmente considérablement leur pouvoir d'achat.

Il existe d'ailleurs des coopératives et des cantines différentes pour chaque catégorie (travailleurs, ouïdarniks, directeurs, soldats, officiers, policiers, etc...) dans lesquelles les prix baissent à mesure que l'on s'élève dans la hiérarchie des fonctions.

« Toutefois, le salaire du travailleur peut aller jusqu'à 10.000 dinars, 15.000 et même 20.000 dinars pour les célèbres ouïdarniks (travailleurs de choc) », nous disait le dirigeant du syndicat de la République de Croatie. Ceci est possible, mais nous n'avons jamais eu confirmation. Un mouleur désigné 7 fois travailleur de choc, nous a déclaré ne toucher que 9.000 dinars et selon lui, il était un des mieux payés de son entreprise.

ESSAIS ET PHILOSOPHIE

HAN RYNER : Crépulescule, 180 fr. (210 fr.) ; Dans le mortier, 180 fr. (210 fr.) ; Amant ou tyran, 180 fr. (210 fr.) ; Songes perdus, 180 fr. (210 fr.) ; La soutane et le veston, 180 fr. (210 fr.) ; Bouche d'or, 180 fr. (210 fr.) ; La tour des peuples, 280 fr. (310 fr.) ; Les apparitions d'Ahasvérus, 75 fr. (105 fr.) ; Le père Diogène, 75 fr. (105 fr.) ; Chère pucelle de France, 75 fr. (105 fr.) ; L'amour plural, 75 fr. (105 fr.) ; Le sphinx rouge, 150 fr. (180 fr.) ; La vie éternelle, 75 fr. (105 fr.) ; Jeanne d'Arc et sa mère, 300 fr. (330 fr.) ; Déterminisme et libre-arbitre, 20 fr. (30 fr.) ; Les orgues sur la montagne, 280 fr. (310 fr.) ; MAX STIRNER : L'unique et sa propriété, 325 fr. (355 fr.) ; MULTATULI : Paginas selectas, 40 fr. (55 fr.) ; R. ASSO : Le sixième évangile, 300 fr. (330 fr.).

EDUCATION SEXUELLE ET NEO-MALTHUSIANISME

MARESTAN : Education sexuelle, 250 fr. (350 fr.) ; Docteur NAQUIB RIAD : Le bonheur intime, 390 fr. (435 fr.) ; M. DEVALDES : La maternité consciente, 75 fr. (105 fr.) ; J. M. LAHY : Du clan primitif au couple mo-

I. - La réalité Yougoslave

Une grande enquête du "Lib" par Joë LANEN

La lecture des publications officielles de l'ambassade yougoslave est insuffisante pour se faire une idée précise des conditions de vie des travailleurs. En dehors de vagues généralités et des dernières trouvailles lumineuses des « penseurs » du bureau politique, on y chercherait en vain des données statistiques sérieuses sur les salaires, les prix, les détails du rationnement ou sur les différentes couches sociales qui composent la Yougoslavie nouvelle. « Tanjug » disait bien que l'échelle hiérarchique des salaires était du rapport de 1 à 4, sans toutefois préciser qu'il ne s'agissait que des seuls ouvriers. Pourtant ces indications de base sont indispensables pour percer l'énigme yougoslave. Ce sera l'objet de notre premier article.

Précisons avant d'aborder notre sujet que nos investigations se firent sans entraves — avec une liberté quasi complète d'action — sauf en ce qui concerne les camps de concentration sur lesquels les pouvoirs officiels se sont montrés des plus chatoillieux et réticents. Les autorités yougoslaves mirent un point d'honneur à répondre à toutes nos nombreuses questions, voire même à les solliciter. En effet, leur premier souci fut de démontrer la « vérité » sur leur pays. Cette vérité, la voici :

Inspiration stakanoviste

A l'image de l'U.R.S.S. — dans laquelle les maîtres de la Yougoslavie ont largement puisé — le système du rendement par les normes est à la base de la rétribution du travail. Cela est justifié nous a-t-on dit, par le fait que la Yougoslavie étant socialiste, les travailleurs sont directement intéressés à la production : celui qui produit plus reçoit davantage. C'est la consécration du fameux slogan stalinien : « A chacun selon ses capacités ».

Dans cette compétition les travailleurs expérimentés ou ayant fréquenté les usines de pays plus modernisés, sont indiscutablement avantagés. Il existe deux sortes de normes : les normes techniques qui s'appliquent aux cadres et à la maîtrise, et les normes d'expérience réservées aux ouvriers qualifiés ou non. Celui qui dépasse la norme technique de 10 %, ou la norme d'expérience de 20 % est ouïdarnik selon la loi. On remarquera la distinction qui est faite entre le travailleur manuel qui produit et la maîtrise qui fait produire.

Les « Oudarniks » sont beaucoup plus des éléments de propagande qu'une réalité vivante. En effet, en consultant le barème de production, qui est affiché dans chaque atelier de

l'usine Rade Koncar, nous avons constaté que sur un effectif de près de cent ouvriers, une douzaine seulement dépassait la norme — et celui d'entre eux qui avait produit le plus, gagnait un petit drapeau rouge qu'il pouvait suspendre avec orgueil au-dessus de sa machine, ou chez lui aux côtés des portraits de famille et du chef bien-aimé de rigueur. Signalons que quelques ouvriers seulement n'avaient pas réalisé les normes. Ce qui signifiait une diminution de leur salaire de 10 dinars.

Lorsque plusieurs ouvriers d'un même atelier ont dépassé les normes — 120 % par exemple — le processus est le même que dans toute société capitaliste ou stalinienne, ces 120 % deviennent alors les 100 % pour tout le monde, sans que pour cela il y ait une augmentation de salaire. On dit bien, dans les brochures de propagande, qu'en raison de l'augmentation de la production les produits deviennent meilleur marché, et qu'ainsi le pouvoir d'achat est relativement re-

laxé. Mais depuis 1945 la production totale a été relevée de 190 % et le pouvoir d'achat diminué d'au moins 75 % depuis la rupture avec le Kominform.

Il existe un procédé fort singulier pour dépasser les normes — en principe la journée de travail est de 8 heures — mais l'ouvrier peut en faire plus. Ces heures ne sont pas comptées comme supplémentaires, mais la production effectuée est alors calculée sur 8 heures — horaire normal de l'atelier. Ainsi les normes sont largement dépassées sans que pour autant l'ouvrier ait accéléré sa cadence. Ceci nous a été affirmé par de nombreux témoins.

L'un des membres de la « Brigade Renault » demandait aux dirigeants du syndicat à Zagreb, s'il existait une différence entre le système Stakanoviste de l'U.R.S.S. et le système Oudarnik de la Yougoslavie. La réponse vint pesant de médailles, nous vous la donnons in-extenso : « Le système Stakanoviste, en Russie, s'appuie

sur la science de Marx Engels, chez nous le système Oudarnik s'appuie également sur la science de Marx Engels ». Cette réponse illustre le degré d'éducation des dirigeants yougoslaves, dont le verbiage est truffé de ces clichés, qu'ils sont d'autre part tout à fait incapables de commenter intelligemment.

Les Oudarniks, nouvelle aristocratie ouvrière — sont les piliers du régime. L'Etat fait d'ailleurs tout ce qu'il peut pour cimenter ces piliers. Ils bénéficient d'avantages considérables parmi lesquels : vacances annuelles plus longues (de 20 à 30 jours) tickets supplémentaires de nourriture tous les mois, primes de rendement (facultatives) 30 points de textile en plus par an, priorité dans les coopératives et dans les « queues » au cinéma. Ils sont les seuls parmi les ouvriers, à avoir droit aux maisons de repos où ils ne paient rien (le tarif du séjour varie selon le degré de « choc » du travailleur) et enfin priorité pour de meilleurs logements. Peut-on éviter, dans ces con-

ditions l'hostilité du travailleur à l'égard des ouïdarniks ? d'autant plus que ceux-ci jouent bénévolement, dans la plupart des cas, le rôle de mouchards dans l'entreprise. Leur mépris pour « ceux qui ne veulent rien faire » est absolument révoltant. Les médailles qu'ils portent fièrement dans tous leurs déplacements, ne sont pas un des traits les moins caractéristiques de leur mentalité.

Contrat et livret de travail obligatoires

La loi oblige les travailleurs à signer un contrat de travail de 3 à 6 mois, ou 1 an et plus. Pour un contrat de longue durée, le signataire bénéficie d'avantages spéciaux. De plus, chacun est tenu de posséder un livret de travail, sur lequel sont consignées toutes les entreprises où il fut employé. On n'y marque généralement pas pourquoi l'ouvrier a quitté son dernier emploi, mais un simple coup de téléphone est suffisant. Les fiches individuelles qui portent le détail du comportement de l'ouvrier (discipline, production, absentéisme, etc...) constituent de véritables dossiers de police. En outre, le travailleur ne peut quitter son entreprise sans l'autorisation préalable du directeur, du syndicat et de la Commission Economique Supérieure, ce qui est extrêmement difficile à obtenir. Par contre, l'entreprise peut déplacer à sa guise le travailleur sans que celui-ci ne puisse protester. Il sera muni à cet effet d'un saut-conduit qu'il est indispensable de posséder pour pouvoir prendre le train sans risquer de se faire arrêter par la milice ferroviaire.

(A suivre.)

Dans le prochain numéro :

LES PRIX, L'ARMÉE, LA POLICE

PORTUGAL 1950

(Suite et fin)

laissées à « l'initiative » et à la « bonne volonté » des patrons, de sorte que les remboursements sont peu sûrs et fantaisistes. Quelques tentatives de grèves ont été punies de prison. Il n'y a pas d'allocation de chômage, malgré une main-d'œuvre trop nombreuse et un travail souvent saisonnier.

Le coût des moyens de transports, des vêtements est sensiblement le même qu'en France, mais les loyers sont beaucoup plus élevés. Les « Maisons sociales » sont des maisonnettes destinées aux ouvriers dont le loyer est moins cher, mais elles n'existent qu'en très petit nombre.

La classe la plus pauvre et la plus nombreuse, est composée de pêcheurs, d'ouvriers et de paysans, dont les salaires varient entre 6.000 et 12.000 francs par mois. Leur nourriture de base est composée de poisson (morue séchée et sardines grillées), de pommes de terre ou de riz et de pain de seigle. Quant aux autres, les enfants en sont privés, trop tôt, leur teint gris, leur air morne et leur aspect dénotent qu'ils sont les premières victimes de la misère.

La classe moyenne — peu nombreuse et résidant dans les grandes villes — est formée d'employés, fonctionnaires, petits commerçants. Le salaire du bureaucrate oscille entre 14 et 20.000 fr. par mois, et il ne peut vivre que très chichement, à salaire égal, plus mal qu'en France.

La classe très riche, composée de fabricants de porto, de grands propriétaires fonciers, a un mode de vie semblable dans tous les pays. Les Jésuites dirigent effectivement du Portugal, comptent aussi parmi les possédants des grandes propriétés rurales.

Il est bien évident que pour maintenir chacun à sa place, il n'est pas souhaitable de donner à la classe la plus pauvre une instruction et une culture qui pourraient être dangereuses pour le régime. C'est pourquoi l'âge limite de la scolarité obligatoire et gratuite est fixé à 10 ans. Il y a lieu de tenir compte de la pauvreté des parents et penser que bien souvent les enfants sont retirés de l'école avant cet âge et mis à travailler, de sorte que le nombre des analphabètes est très élevé, et qu'il est impossible à un enfant de 10 ans travaillant toute la journée d'acquérir

l'instruction qui lui fait défaut tant pour améliorer son sort que pour sa culture sociale future.

Les jardins d'enfants sont très peu nombreux (3 ou 4 pour tout le Portugal) et ne sont guère mieux aménagés que nos écoles maternelles modernes. Les enfants d'âge scolaire appartiennent obligatoirement à la « Jeunesse portugaise » et ensuite, facultativement, à la « Légion portugaise » à tendance politique plus nettement marquée en faveur du régime.

Les jeunes ouvriers et employés, après leur travail ne disposent pas d'argent pour s'offrir des distractions. Ils ont une organisation de camping fonctionnelle depuis 1941. Elle est constituée de 55 groupes fédérés depuis 1945 et compte environ 5.000 adhérents de 20 à 25 ans en moyenne, mais sans limite d'âge, avec 60 % de garçons et 40 % de filles. Ces dernières viennent très souvent seules, la plupart sont les femmes ou les enfants des adhérents.

Cette organisation possède un local très coquet, aménagé par les campeurs eux-mêmes. Il s'y tient des réunions, discussions, une bonne bibliothèque, des vitrines de naturalistes amateurs, ping-pong, etc... Tout ceci donne une impression très favorable sur l'activité et l'évolution de ces jeunes qui semblent de loin en avance sur les autres.

Les autorités voient d'un assez mauvais œil le développement de ce mouvement et de sérieuses difficultés financières surgissent fréquemment.

La ville comme à la campagne, la condition féminine est soit très pénible, soit très étiquée.

Les femmes pauvres travaillent à des tâches très dures : ce sont elles qui déchargent les bateaux de charbon à l'aide de panniers qu'elles portent sur leur tête. On les aperçoit également la rue à la main, travaillant comme maçons sur les échafaudages. Elles se livrent à des travaux de démantèlement en équilibrant sur leur tête de véritables tours de poutres hétéroclites, parfois très lourdes. Nous conservons toujours le souvenir de cette petite femme pleurée, trotinant sur les pavés pointus, portant gracieusement sur sa tête une grosse machine à coudre. Les marchandes ambulantes lourdement chargées de poissons et de légumes donnent ce que

les livres et les brochures appellent pudiquement « couleur locale » — « pittoresque ». Bien entendu, elles n'ont aucune place dans la vie sociale.

Le manque d'instruction et d'information des classes pauvres et leur totale ignorance des conditions sociales à l'étranger, n'empêchent pas un assez grand mécontentement de s'exprimer. Les Portugais ne craignent pas de dire que leurs salaires sont insuffisants, et la vie beaucoup trop difficile. Ils se plaignent également du manque de liberté et soulignent que tous ceux qui tentent de créer une organisation révolutionnaire contre le gouvernement sont immédiatement emprisonnés.

Cependant, il existe un semblant de démocratie et un simulacre de consultation de l'opinion publique. Deux partis sont en présence : l'un conservateur — l'autre d'opposition (pas bien méchant d'ailleurs) mais qui a recueilli un grand nombre de suffrages. Malgré cela, l'opinion rencontrée fréquemment est que Salazar est seulement le Président du Conseil, vivant en ascète — mais mal entouré et mal conseillé. Jamais nous n'avons entendu la moindre critique directe contre lui, et au Portugal comme dans bien d'autres pays, on se contente de ronchonner entre soi, sans avoir conscience de la nécessité de se grouper et sans but révolutionnaire réel. La menace de la prison, la proximité d'une Espagne encore plus misérable et terrorisée qui verrait certainement d'un très mauvais œil son plus proche et petit voisin s'orienter dans des voies révolutionnaires, constituent pour le Portugal de très graves obstacles à toute évolution.

En tenant compte de la dictature existante, des menaces de prison, du manque d'instruction et de culture sociale, du peu de fréquentation des grands ports qui pourraient être des centres révolutionnaires, du médiocre développement industriel, on a peu d'espoir de voir le Portugal s'engager dans une voie révolutionnaire ou même de simple revendication de salaire.

Nous sommes revenus de ce pays, anarchistes, sympathisants ou indifférents qui composent le groupe avec un grand sentiment d'impuissance et aussi de honte, surtout devant les misérables gosses rencontrés partout et qui ont peu de chances de voir leur sort s'améliorer dans l'avenir.

Gisèle.

LE CONGRÈS DE LA LIBRE PENSÉE

Mise au point

Le compte rendu de Trébuchet, publié dernièrement dans le « Lib », a suscité des réactions au sein de la Libre Pensée. Et il semble bien que le Congrès de la Libre-Pensée n'ait pas été à Grenoble une entreprise de ballades et de banquets. En ce qui concerne la Paix, nous constatons que le Congrès de Grenoble a pris une attitude autrement précise et ferme que celui du Mans, par exemple. Il s'agit notamment de mettre en lumière le fait que la motion sur la Paix, que nous publions par ailleurs, a été votée à l'unanimité par le Congrès, et de rappeler les magnifiques exposés faits par Rohan (Hte-Garonne) et nos camarades libertaires Labrégère et Denise Michaut, de la Seine.

Nous concluons donc en remerciant les camarades, parmi lesquels le Secrétaire général de la Libre-Pensée lui-même et notre camarade Mauget, délégué de la Sarthe, dont les lettres nous ont permis de lever l'équivoque qui aurait pu subsister dans l'esprit de nos lecteurs.

MOTION DE LA COMMISSION DES RESOLUTIONS

« Les relations internationales devaient être conditionnées par la Paix. »

« La Fédération Nationale des Libres-Penseurs et de l'Union Française : »

1° Constate que, cinq ans après la fin de la catastrophe qui coûte tant de ruines et surtout tant de vies humaines, la guerre est plus menaçante que jamais. Les cas de frictions sont multipliés dans le monde. Une psychose criminelle, entretenue par un chauvinisme exacerbé et une intolérance notoire, risque à nouveau

d'ensanglanter la terre :

2° Rappelle à ses adhérents que la guerre est toujours pire que les maux qu'on prétend supprimer par elle ;

3° Rappelle que tous les travailleurs de tous les pays sans distinction de race, de religion ou d'idéologie, sont toujours les victimes d'un même ennemi : LE CAPITALISME SOUS TOUTES SES FORMES.

En conséquence, la F. N., devant la gravité de l'heure, invite tous les pacifistes à faire opposition à la guerre par tous les moyens, y compris la grève générale et l'insurrection. « Fait confiance à la force morale et éducative de la « Libre-Pensée » pour promouvoir dans les masses l'idée de la nocivité de la guerre et l'emploi des moyens pour la mettre hors la loi.

« Condamne formellement l'emploi de toutes les armes, aussi bien les armes traditionnelles que la bombe atomique, fruit de recherches scientifiques qui devraient être réservées uniquement au progrès humain.

« Estime que le droit des peuples à disposer librement d'eux-mêmes s'oppose à toute immixtion étrangère dans leurs affaires propres.

« Flétrit avec véhémence l'action néfaste des gouvernements qui entraînent leurs sujets dans des aventures ultra-chauvinistes pour des questions de prestige et d'intérêts aussi désuètes que criminelles.

« Réclame pour tous les pays et pour tous les hommes le droit d'appeler à la justice et à la raison quant au règlement des conflits qui pourraient naître.

« Dénonce le prétendu pacifisme de l'Eglise qui, en réalité, donne son appui à toutes les formes du bellicisme. »

SERVICE DE LIBRAIRIE

vient pas de Dieu, mais du Singe, 30 fr. (40 fr.) ; — R.H. HUXLEY : Du singe à l'homme, 180 fr. (210 fr.) ; — G. MATISSE : Qu'est-ce que le matérialisme, 12 fr. (17 fr.) ; — A. DOBEL : Moïse ou Darwin, 75 fr. (105 fr.) ; — J. LAMARCK : Philosophie zoologique, 180 fr. (225 fr.).

DIVERS

A. LORULOT : Sa majesté, l'amour, 750 fr. (820 fr.).

SYNDICALISME

F. ROBERT : La S.N.C.F. doit-elle disparaître, 35 fr. (45 fr.) ; — JEAN-JACQUES : Vie et mort des corporations, 125 fr. (155 fr.) ; — J. RENNES : Syndicalisme français, 200 fr. (230 fr.) ; — XXX : Léon Jouhaux, vole l'homme, 40 fr. (55 fr.) ; — P. BESNARD : L'éthique du syndicalisme, 75 fr. (105 fr.) ; — Le monde nouveau, 140 fr. (170 fr.) ; — F. PELLOUTIER : Histoire des bourses du travail, 270 fr. (300 fr.) ; — E. ROTOT : Le syndicalisme et l'Etat, 12 fr. (22 fr.) ; — F.A. : Les anarchistes et l'activité syndicale, 20 fr. (30 fr.) ; — V. GRIFFUELHES : Le syndicalisme ré-

volutionnaire, 10 fr. (20 fr.) ; — G. YVETOT : L'ABC du syndicalisme, 15 fr. (25 fr.).

BIOGRAPHIE-SOUVENIRS

J. HUMBERT : Sébastien Faure, sa vie, 180 fr. (210 fr.) ; — F. PLANCHÉ : Louise Michel, La Vierge Rouge, 150 fr. (180 fr.) ; — Pierre Kropotkine, sa vie, 210 fr. (240 fr.) ; — Duroille, la vie des couillards, 150 fr. (180 fr.) ; — L. LECOIN : De prison en prison, 180 fr. (210 fr.) ; — SAINTE-BEUVE : Vie de J.-P. Proudhon, 270 fr. (300 fr.) ; — Jules VAL-LES : L'enfant, 125 fr. (155 fr.) ; — Le bachelier, 125 fr. (155 fr.) ; — L'insurgé, 125 fr. (155 fr.) ; — G. LACAZE-DUTHIERS : Auguste Lumière, 75 fr. (90 fr.) ; — L. LECOIN : Les enfants en son temps, 150 fr. (180 fr.) ; — A. KOESTLER, I. SILONE, R. WRIGHT, A. CIDE, L. FISCHER, S. SPENDER : Le dieu des ténébres, 480 fr. (625 fr.).

ROMANS D'AVANT-GARDE ET DOCUMENTS

A. KOESTLER : Croisade sans croix, 210 fr. (240 fr.) ; Un testament espa-

gnol, 180 fr. (210 fr.) ; La lie de la terre, 240 fr. (285 fr.) ; La tour d'Ezra, 360 fr. (405 fr.) ; Le bar du crépuscule, 180 fr. (210 fr.) ; — J. GIONO : Noé, 315 fr. (360 fr.) ; — A. SERGENT : Je suis le mauvais garçon, 150 fr. (180 fr.) ; — J. BLANC : Confusion de peines, 255 fr. (285 fr.) ; Joyeux fait ton fourbi, 255 fr. (285 fr.) ; Le temps des hommes, 300 fr. (330 fr.) ; — J. HUMBERT : Sous la ceinture, Presses, 60 fr. (90 fr.) ; — HAN RYNER : Face au public, 200 fr. (230 fr.) ; — A. DE MALANDER : La tétralogie de Richard Wagner, 250 fr. (295 fr.) ; — J. ALBERNY : Les coupables, 180 fr. (210 fr.) ; — R. NIF : Tout un monde les ONS, 225 fr. (255 fr.) ; — J. SOUFFRANCE : Le couvent de Gommorhe, 200 fr. (230 fr.) ; — A. LORULOT : Pleur de pois, 150 fr. (180 fr.) ; — G. VIRGIL GHORGHU : La vingt-cinquième heure, 390 fr. (420 fr.) ; — H. BAZIN : Vipère au poing, 280 fr. (315 fr.) ; La tête contre les murs, 420 fr. (480 fr.) ; — UPON SINCLAIR : Le Christ à Hollywood, 200 fr. (230 fr.) ; — I. SILONE : Fontamara, 285 fr. (315 fr.) ; — H. POULANLE : Ils étaient quatre, 210 fr. (240 fr.) ; — PAIN de soldat, 450 fr. (495 fr.) ; — R. BOUTEPEU : Vieille de tête, 290 fr. (320 fr.) ; — R. ROBIN : Si l'Amérique avait vaincu, 420 fr. (465 fr.) ; — J. MA-

RESTAN : Nora ou la cité interdite, 225 fr. (255 fr.) ; — IDA VAN DE LEEN : La hulotte, 300 fr. (330 fr.).

*

Prière d'ajouter 25 francs si vous désirez que notre envoi soit recommandé. Nous ne répondons pas des pertes postales, si le colis n'est pas recommandé. Nous pouvons, si vous le désirez, faire tout envoi contre remboursement. Tous vos mandats doivent être adressés au C.C.P. 5072-44 Paris, Etienne Guillemau, 145 Quai de Valmy, Paris (10').

Cette semaine vous lirez avec plaisir :

LE DIEU DES TENEBRES
de A. Koestler, I. Silone, R. Wright, A. Gide, L. Fischer, S. Spender
480 fr. franco. Rec. 550 francs
C.C.P. Ets Guillemau 5072-44 Paris

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE
L'usine aux ouvriers - La terre aux paysans

EN PAYS MINIER

UN CADAVRE PAR JOUR!

Telle était la conclusion de notre article « accidents » du travail, écrit à propos du sauvetage de 7 mineurs de la fosse Agache, ensevelis pendant neuf heures à 480 mètres de profondeur, et de la mort d'un mineur polonais à la suite d'une explosion qui s'était produite au siège 6 de la mine Bruay, dans le Pas-de-Calais. Or, depuis lors, les faits n'ont pu que confirmer nos avertissements. Et, il s'agit une fois de plus, de tirer les leçons des deuils qui ont accablé le pays minier, tant en France qu'en Grande-Bretagne :

Le 19 juin à la mine « La Clarence », étage 1880, un moteur écrase le mineur Tummenel, d'Auchel. Il décède à l'hôpital le même jour.

Le 7 septembre 1950, 128 mineurs de la mine de Knockshinok-Castle avaient été emmurés à 300 mètres sous terre par un effondrement de terrain; 116 d'entre eux purent être remontés à la surface après trois jours d'enfermement.

Le 25 septembre 1950, à Harnes, fosse 21 des mines Courrières, 2 mineurs furent ensevelis. Un seul survécut.

Le 26 septembre 1950, 80 mineurs sont morts carbonisés dans une mine située à Creswell, dans le comté de Nottingham, après que le feu se fut déclaré dans une galerie.

Des équipes de secours avaient vainement tenté pendant les dernières sept heures de délivrer les hommes emmurés, mais leurs efforts n'ont pas été couronnés de succès.

On s'est efforcé de fournir, pour expliquer la catastrophe, l'explication suivante : Les sauveteurs auraient déclaré que les mineurs étaient morts à une certaine de mètres d'un endroit où ils auraient pu être sauvés. Si les hommes n'avaient pas pris le temps de mettre leur chemise et leur veste lorsque le signal d'alarme a été donné, ils auraient pu, semble-t-il, échapper à leur sort.

Peut-être serait-il plus sérieux de se référer aux causes initiales de l'incendie. Celui-ci serait dû à l'échauffement d'une courroie de transmission en caoutchouc. Activées par les courants d'air, les flammes, après avoir léché la bois-

Le 15 juillet 1949, le « Libertaire » passait devant la 11^e Chambre correctionnelle de Paris pour avoir défendu le droit des mineurs à faire grève, pour avoir demandé aux autres travailleurs de les soutenir en déclenchant la grève générale d'expatriation et gestionnaire. Et naturellement, nous étions condamnés.

Or, depuis cette date, depuis l'accident qui coûta la vie aux 111 mineurs de Centralia, dans l'Etat de l'Illinois (U.S.A.), aux 13 mineurs victimes du coup de grisou qui se produisit le 26 mars 1946 à la fosse d'Oignies, à tant d'autres aussi bien en France, qu'en Belgique, en Allemagne, qu'en Afrique du Sud, aux U.S.A. qu'en Haute-Silésie, la liste des victimes est longue. En France, les décrets Lacoste ont aggravé la situation.

Mais nos camarades savent bien que ce n'est pas fini, que les mêmes causes reproduisent inéluctablement les mêmes effets.

rie de soutien, se seraient ensuite étendus sur toute la charpente de la mine.

Est-il possible, dans ces conditions, d'admettre qu'on ne pouvait prévoir l'accident, au cours duquel 80 mineurs furent brûlés vifs? Les techniciens répondront (ou ne répondront pas), à cette question. Mais, pour notre part, nous avons la preuve que dans un pourcentage élevé des cas, les causes d'accidents étaient connues depuis longtemps et que, parfois, les organisations syndicales étaient même intervenues plusieurs fois, en pure perte, pour l'amélioration du système de sécurité. Souvent aussi, les accidents sont liés aux cadences infernales imposées par la direction. Ainsi au puits 7 d'Auchel, allant jusqu'à mépriser les mesures de sécurité, la direction maintenait l'extraction dont la production, qui était en 1949 de 1.100 kg. par jour et par homme était à 1.351 kg en juillet dernier.

Mais il faut dire que fréquemment aussi les mineurs eux-mêmes acceptent passivement, en toute connaissance de cause, la situation qui leur est faite, et il importe de souligner que des mouvements de grève, comme celui de la semaine dernière à la Grand'Combe, sont hélas, très rares. En effet, le lundi, les mineurs du puits du gouffre à la Grand'Combe (Gard) ont refusé de descendre au fond pour protester contre l'absence de sécurité et contre la suppression d'avantages accordés en raison de la chaleur étouffante (35°) qui règne dans les puits.

Et nous en revenons à la position que

nous n'avons jamais cessé de défendre (1). Les mineurs savent :

• que la plupart de leurs dirigeants syndicaux voient dans la grève un instrument pour leur politique;

• que l'ETAT veut écraser ces mouvements et que la victime serait la classe ouvrière tout entière, car l'ETAT est leur patron, le patron féroce donné par les nationalisations et qu'ils trouvent en face d'eux, comme au temps de Briand et de Clemenceau, les forces de répression, dirigées cette fois par un ministre socialiste;

• que de leur côté, les partis inféodés aux Etats ne peuvent que les trahir...

Il s'agit donc de passer à une action véritable :

• remplacer les dirigeants syndicaux politiques par des délégués sous contrôle et formant à tous les échelons des comités de grève responsables;

• appeler les travailleurs à l'union pour la grève gestionnaire, c'est-à-dire, en ce qui concerne les mines, la réalisation du mot d'ordre : La mine aux mineurs, pour le service de la communauté;

• renforcer la lutte contre la préparation à la guerre dont la hausse des prix est la conséquence immédiate, en participant, sans se laisser entrainer à défendre l'un ou l'autre bloc impérialiste, au 3^e Front révolutionnaire que préconise la Fédération Anarchiste.

Charles DEVANÇON.

N.B. — Se mettre en rapport avec la Commission Syndicale de la F.A., 145, quai de Valmy, Paris (10^e).

(1) Voir le « Libertaire » n° 123.

La fermeture des mines de Plaisance

UNITÉ DANS L'ACTION

I. Les faits

On a beaucoup parlé de la fermeture des mines de Plaisance. Personne n'y a cru, et les 230 mineurs directement touchés croient encore rêver. Pourtant, la réalité est là, adverse, brutale : malgré l'envoi d'une délégation syndicale, les mines de Plaisance vont fermer. Et qui le gouvernement passe outre aux déclarations, en fait de signatures, interventions grandiloquentes (et décalées) à la Chambre. Le ministre l'a dit : la fermeture de Plaisance fait partie d'un plan dont il ne porte pas la responsabilité.

Or, cet acte est un arbitraire odieux : Les cadres comme les ouvriers savent fort bien que les richesses souterraines sont loin d'être épuisées : Des couches fraîchement découvertes sont loin d'être épuisées. La production et le rendement sont supérieurs à ceux de 1938 (180 t. contre 150), et l'on sait qu'avant guerre déjà, les actionnaires réalisaient d'appréciables bénéfices. Cette situation pose donc un redoutable problème. Il faut en trouver la solution : toutes les manœuvres se sont révélées inutiles, or, les ouvriers veulent continuer l'exploitation de Plaisance. Ils le disent, ils le crient, mais en réalité, ils ne savent que faire. Il convient donc d'étudier les différentes possibilités qui s'offrent à eux :

II. La solution

Face à l'attitude gouvernementale, les mineurs ont le choix entre deux méthodes d'action directe : la grève sur le tas

LA GUERRE

(Suite de la première page)

qu'au contraire les porte-paroles des Etats ayant pu se convaincre de la mauvaise foi de leurs partenaires trouvent des raisons supplémentaires à réarmer de plus belle.

C'est ce qui se passe aujourd'hui entre U.S.A. et U.R.S.S. L'U.R.S.S. peut facilement désarmer le tiers de ses effectifs, elle conservera encore quelques millions de fantassins sous les armes U.S.A. ne pourront pas en dire autant, et de ce fait basent toute leur stratégie sur la bombe atomique et les bombardements des grands centres.

Tous les plans de réduction d'armement qui se sont succédé depuis quelques années n'ont fait que montrer que l'un et l'autre des grands amassaient la galerie, cherchaient à se mettre à couvert vis-à-vis de leur opinion publique et à ne pas s'aliéner la bienveillance des autres opinions publiques, l'étude du plan Gromyko et du plan Baruch illustrant la mauvaise foi des deux partenaires.

En effet dans le plan Gromyko, l'U.R.S.S. exige d'abord la destruction des stocks atomiques puis la possibilité d'envisager un désarmement. Dans le plan Baruch les Etats-Unis exigent le contrôle international des stations et des gisements atomiques et la possibilité pour des contrôleurs de parcourir librement tous les pays pour détecter des installations atomiques dissimulées. L'U.R.S.S. crie à l'espionnage.

Ce qui montre clairement qu'U.S.A. et U.R.S.S. se présentent des propositions inacceptables pour l'un et pour l'autre. Ils savent à l'avance que ces propositions ne seront pas acceptées, mais en les discutant dans les grandes assemblées avec de bons arguments donnant l'apparence de la franchise des représentants de ces deux pays et ceux qui les suivent cultivent le vif du bonjour de l'acceptation de la guerre, par lassitude et par désespoir de ne pouvoir l'éviter.

ZINOPoulos.

ou la gestion ouvrière. Dans la première hypothèse, les journées de grève constitueraient pour l'Etat autant de journées chômées, qui viendraient en outre supprimer la prime d'assiduité et pourcentage.

La grève sur le tas ferait du jeu du gouvernement, elle aurait pour seule conséquence d'émousser encore la combativité des travailleurs. Il reste donc la seconde hypothèse, qui est et reste la seule bonne : Les mines de Plaisance, la mine par les mineurs, et l'exploitation de la houille, pour leur compte. Voyons les lignes générales que pourrait suivre la gestion ouvrière de Plaisance :

1^o Sans tenir compte des directives ministérielles ou technocratiques, le personnel continué à se rendre à son travail comme le charbonnier dans les conditions normales, chacun se rendant à son poste habituel. Si des défections se produisent parmi les cadres, il sera immédiatement pourvu à cette lacune. Le maître mineur manquant sera remplacé par le chef de poste, le chef de poste par l'ouvrier le plus qualifié, le plus expérimenté, le plus sûr. Ainsi sera réalisée ce que l'on appelle la « promotion générale des valeurs contenues par les routines ».

2^o Le personnel élira un « comité commercial » chargé de la vente du charbon. Le produit de la vente réparti par les services nouveaux entre les ouvriers permettra le salaire. De plus, ce comité, passant outre les innombrables intermédiaires, permettra aux consommateurs d'acquiescer le charbon à meilleur prix, dans les conditions les plus avantageuses pour le producteur... A moins que l'Etat ne s'empresse de saisir le produit de son métier pour les intérêts à la fois des producteurs et des consommateurs, auquel cas, la démonstration ne sera pas perdue pour tout le monde !

Il ne s'agit là, bien entendu, que d'idées générales. Nous ne prétendons pas trouver la méthode d'organisation parfaite. L'organisation de la gestion ouvrière demande à être étudiée minutieusement par les comités ouvriers : c'est ce à quoi devraient tendre nos réunions, auxquelles assistent les camarades cégétistes, autonomes ou F.O. N'est-ce pas votre rôle d'organiser la défense collective ? N'est-ce pas votre rôle de défendre pendant des heures sur les plans gouvernementaux ? Ne vous sentez-vous pas écorchés lorsque vous avez parlé pendant des heures, sans trouver de solution efficace contre la fermeture de la mine ? Ne cherchez plus : dans le cadre légal il n'y a pas de solution. La seule solution efficace, c'est la solution révolutionnaire : la grève gestionnaire.

Bien des militants communistes, F.O. et autonomes sont à l'heure actuelle favorables à l'action gestionnaire. Il y a donc une possibilité d'entrer dans la lutte sur des bases nouvelles. Cependant, nous n'affirmerons pas que la grève gestionnaire à Plaisance sera forcément victorieuse, nous disons simplement qu'elle demande à être essayée. Que les sceptiques prennent garde. La fermeture de Plaisance n'est qu'un prélude. Demain, on nous dira : Graissessac et le Bousquet sont devenus déficients, le sous-sol y est complètement épuisé et le rendement tend vers zéro.

Déjà les travaux neufs ont été arrêtés. Mauvais signe !

III. Les impasses

On a promis aux mineurs de Plaisance du travail à Graissessac, promesse précédée de nombreux licenciements et mises à la retraite, pour comprimer à l'importance le prix du personnel dans les groupes ce qui fait qu'après l'incorporation des travailleurs de Plaisance, l'effectif du groupe Graissessac-Le Bousquet sera sensiblement le même qu'aujourd'hui, toujours au détriment des travailleurs.

Qu'on fait les diverses organisations syndicales pour parler à cela ? F.O. est restée dans l'ombre. Les autonomes sont intervenus (sans perdre) auprès du Conseil d'administration des Houillères du Bassin des Cévennes. La C.G.T. a fait des discours, des grèves d'une heure et

ALERTE A LA S.N.C.F. CONTRE LES LICENCIEMENTS : les 40 heures UN SEUL MOYEN : la grève gestionnaire

MINISTRES, députés, directeurs, profiteurs de tous poils, ont réenfourché leur dada, histoire de détourner l'attention du public : on exhume à nouveau le déficit de la S.N.C.F. et la tarte à la crème de sa nécessaire réorganisation. Déjà, une quantité d'auxiliaires sont limogés. Car personne n'en doute : ce sont ces pauvres gens, au minuscule salaire de 10 à 18.000 fr. par mois, qui sont les responsables du trou de cent milliards.

Il y a vingt-sept mille auxiliaires, environ, à la S.N.C.F. Mais il y a quinze mille retraitables, l'âge de la retraite étant 55 ans. Cependant, on commence d'abord par balayer les premiers. Cela se conçoit, car une bonne partie des retraitables sont juchés dans les échelles supérieures. Ils se défendent en présentant un plan de réduction des effectifs qui dépasse les propositions du ministre, mais ménage leurs intérêts. C'est pour quoi on se trouve devant un projet reculant l'âge de la retraite de cinq ans et prévoyant le licenciement « avec pécule » des agents n'ayant pas quinze ans d'affiliation. Vous avez bien compris : on veut garder tous les gâteaux. Cela s'appelle rajustement des cadres. Ainsi le directeur du personnel, qui encaisse beaucoup plus de cent mille francs par mois, est âgé de 63 ans. Il se cramponne désespérément à son fromage et se déclare lui-même indispensable. Touchante modestie ! Ils sont cent cinquante de leurs confrères déclare qu'après tout sa pension mensuelle de trente à quarante mille francs lui suffit pour vieillir en paix, ils l'éliminent en vitesse.

On pense bien que les organisations

syndicales se débattent énergiquement. Elles sont toutes d'accord pour le maintien intégral des droits acquis. Naturellement, la C.G.T. prend la tête du combat, espérant bien, à la faveur de l'inquiétude générale, remonter ses effectifs. C'est de bonne guerre. Le 22 septembre, elle sortait un supplément à « La Tribune des Cheminots », avec lequel nous sommes d'accord dans sa généralité. Ce projet resserre sérieusement l'échelle hiérarchique, qui va du coefficient 120 au coefficient 456, le maximum du traitement étant atteint en 15 ans. C'est un document très utile, que nos camarades devront conserver précieusement.

On y lit : « Ils se moquent de nous, ces ministres en fonction et ces dirigeants de la S.N.C.F. Ils auraient dû argumenter s'ils étaient obligés de subvenir à leurs besoins avec des traitements de l'ordre de ceux que nous publions pour les cheminots des échelles 1 à 6. Ce sont les ministres et la direction de la S.N.C.F. qui sont responsables de la situation actuelle... Nous pouvons obtenir satisfaction, cela ne dépend pas uniquement de la bonne volonté du ministre, cela dépend de nous, de l'action de tous les cheminots. Cela dépend de chaque cheminot qui doit faire de l'augmentation des salaires, de la suppression des abattements dans le traitement de l'échelle mobile des traitements, son affaire personnelle... Mais il faut se rappeler que rien ne se fait sans lutte ».

Bien, ça. Seulement, ce ne sont pas seulement les ministres « en fonction » qu'il faut prendre en compte, mais aussi le sont plus, en fonction, ceux qui espèrent l'être encore, ont aussi, et combien largement, leur part de responsabilité. Ce n'est pas seulement aujourd'hui qu'il faut commencer à protester. C'était en 45, en 46, en 47, qu'il fallait dire cela, qu'il fallait faire des propositions. Mais en ces temps d'euphorie, ceux qui parlaient d'échelle mobile étaient des imbéciles, ceux qui se battaient pour le resserrement de la hiérarchie des salaires étaient des vendus, ceux qui déclaraient les vingt-quatre heures de travail étaient des fainéants. On était traité parce qu'on demandait l'application de la semaine de 40 heures. On se faisait casser la figure parce qu'on dénonçait les primes au rendement comme des parvoxyvoses futures de chômage. Maintenant que le mal est fait, qu'il est bien tard pour y remédier, que les ouvriers des basses échelles paient les erreurs et l'aveuglement sectaire des dirigeants d'aujourd'hui, comment veut-on entraîner la masse des cheminots à se battre dans la situation actuelle de la S.N.C.F., paraître redoutablement démocratique aux timorés ? C'est été si facile, avec un peu de bonne volonté, il y a quatre ans, quand la S.N.C.F. était prospère. A quoi bon nous battre aujourd'hui ? De Thorez, de Lecoq, de Dupuy, de Haff, de Thorez, de Lecoq, etc., en ces années de lutte à outrance en faveur de la hiérarchie, ou ceux qui parlaient de grève étaient traités dans la boue. Nous avions prévu ce qui se passerait. Facile victoire aux relents de misère, qui ne nous fait pas sourire. Nous aurions préféré voir les événements nous donner tort. Mais nous savons trop que NOUS AVIONS RAISON. C'est pourquoi nous étions si désespérément armés. Quatre ans après, la note est là, et ceux qui ont brisé l'élan ouvrier ne paieront pas la casse.

On notera que le supplément à « La Tribune » dit plus loin : « Aux traitements les plus élevés, les primes de travail... Alors quoi, la leçon n'est pas suffisante ? On y tient encore à ces primes de rendement ? Stakanovisme pour les uns, productivité pour les autres, mais au bout du compte : chômage toujours. Il y a des gens qui ont la tête dure... »

Les mois qui viennent seront difficiles pour le personnel de la S.N.C.F. On peut s'attendre à de durs moments. Car personne ne veut prendre le problème par le bon bout. Il serait ridicule de nier que certains services sont pléthoriques, actuellement. Ce n'est pas en s'hypnotisant sur les retraitables qu'on en sortira. C'est entendu, il faut des transports, des transports dans un plan d'ensemble. Mais ce ne sera pas suffisant pour résorber l'excédent d'effectifs.

Il n'y a qu'une solution : réclamer à cor et à cris l'application immédiate des 40 heures. Il faut que nous ayons à pas d'autre moyen pour les obtenir, il faut prévoir et organiser la grève à outrance. Non pas la grève habituelle, avec le public sur le dos et les mercantis de la route comme des poux sur notre nuque. Mais la grève qui transportera véritablement les usagers. Nous disons : grève gestionnaire. Appelez ça autrement si vous voulez. Il n'y a que le résultat qui compte.

Nous n'avons pas à savoir si c'est une question internationale, de grève, ou non, c'est déjà réglé, si les cheminots ne peuvent demander seuls les 40 heures.

Ce que nous savons, c'est que le chômage est réel, qu'il va s'amplifiant, qu'il y a des milliards gâchés pour une guerre que personne ne veut voir se faire, que des fortunes scandaleuses s'établissent sur nos cadavres futurs et sur la sous-alimentation généralisée du prolétariat, que les prix augmentent sans cesse, que les bénéfices commerciaux et industriels sont de plus en plus importants, que les parasites pullulent et que les députés ont un million cinq cent mille francs par an et autant de congés qu'ils veulent. Ce que nous savons, c'est qu'il suffira que les cheminots demandent les 40 heures pour que les autres suivent. Ce que nous savons, c'est que nous ne voulons plus du « travail à la grève ».

Les cheminots ne marcheront pas pour n'importe quoi, avec n'importe qui. Ils n'ont pas tellement la mémoire courte. Mais ils sont prêts à passer l'éponge pour une action commune en dehors de tout mot d'ordre politique.

Nous sommes d'accord avec l'échelle de traitements proposée par la C.G.T. En attendant mieux, c'est-à-dire un resserrement hiérarchique, de grève, de grève, de grève, nous ne pouvons que nous battre pour les 40 heures. Avec maintien des droits acquis.

Mais ceux de nos camarades qui sont au Cartel d'Unité syndicaliste des Cheminots n'oublieront pas, ceux, qu'ils ont un programme autrement intéressant à défendre.

Et qu'ils n'ont pas grand-chose à attendre de tous les pontes...

LERINS.

René ROBERT.

HYGIÈNE ET PROFIT

LES groupements « syndicaux » de commerçants nous ont habitués à leurs nombreux et grossiers arguments, qu'ils veulent conclure. Comme le régime qui les fait vivre et qu'ils soutiennent, cette argumentation est basée sur le confusionnisme des mots. Au nom de la liberté et de l'égalité ils réclament et exigent l'interdiction de nos groupements d'achat et coopératives, qu'ils dénomment « fausses coopératives » si ces organismes n'ont pas une structure commerciale. Ils déclarent sans rire que le « Directeur du producteur au consommateur » a fait faillite, alors que nous n'avons jamais vu fonctionner (en France) ce système, hors du cycle des margouillins patentés.

Coopératives commerciales !

Producteur-consommateur !

Ces Messieurs nous amusent lorsqu'ils parlent de langage. Mauvaise foi sans doute, mais certainement aussi ignorance.

Il est indispensable de se souvenir de ces formes de lutte sur le plan économique, qui, en collaboration avec les revendications sur le plan professionnel, doivent aider le mouvement syndical à se refondre dans la « LUTTE SOCIALE ». En reprenant ce double combat, nul doute que la classe ouvrière ne reprenne conscience d'elle-même. La démagogie des politiciens n'a pas d'ennemis plus dangereux que la REALISATION SOCIALE, c'est d'ailleurs pourquoi les centrales politiciennes ne parlent jamais de cette action.

Si les commerçants nous attaquent, nous saurons nous défendre. A leurs poursuites « judiciaires », nous répondrons par le développement de nos groupements et coops. A leurs slogans réactionnaires, nous opposerons nos réalisations révolutionnaires, sociales et économiques.

Sauver le commerce, c'est peut-être sauver « leur régime et leur pays ».

Défendre nos réalisations sociales, c'est assurer la libération de la classe ouvrière et avancer vers la REVOLUTION SOCIALE.

Hors cette action antisociale, les commerçants et plus spécialement les

LA SEXUALITÉ à travers les âges

« Crapouillot », qui annonce une nouvelle édition revue et augmentée de son fameux « Dictionnaire d'argot », publie, en attendant, un numéro spécial sur « La sexualité ». Il comprend de curieuses études sur la virginité, l'adultère, la prostitution et les perversions à travers les âges, ainsi que des articles bien documentés sur le mariage de Sade, le chevalier Sacher Masoch et le professeur Freud. Le numéro illustré : 300 francs, franco 355, en vente au « Libertaire », 145, quai de Valmy.

PAON.

Les ÉDITIONS BRESSANES présentent :

Le Gang des Basculeurs de Légendes

Paul RASSINIER

LE MENSONGE D'ULYSSE

Regard sur la littérature concentrationnaire

(La première étude critique sur ce sujet jusqu'ici tabou)

Préface d'Albert PARAZ

Un fort volume de 240 pages, sur beau papier in-16
Jésus, présentation N. R. F. : 315 fr. — Franco : 350 fr.

Chez votre libraire habituel, chez l'éditeur, à Bourg,
8, place de l'Hôtel-de-Ville, C. C. P. Lyon 2560-16, ou chez
l'auteur, à Mâcon, 45, rue de Lyon, C. C. P. Lyon 724-98.

Pour éviter les frais de correspondance, en cas de
commande directe à l'éditeur ou à l'auteur, utiliser le
talon du mandat C. C. P.

En 45, l'Europe a vu l'explosion de la littérature la plus basse
qu'elle ait jamais subie. Honte, écœurement. Heureusement, tout
cela est illisible et rien n'en restera...

La croûte terrestre en est à vif pour des siècles. J'ai failli
me faire assassiner trois fois hier, rien que pour avoir soumis
le texte de Rassinier à des voisins, le tout en marchant à peu
près à cent mètres de chez moi.

Seul un extraordinaire masochiste peut s'aviser d'écrire
maintenant que les témoignages sur les chambres à gaz ne sont
pas tout à fait assez concluants, pour son goût, qu'il n'y en
a qu'un seul dans la littérature concentrationnaire, celui de
Weiss, mais encore rapporté en seconde main, et que personne
n'a pensé à interroger ce Weiss d'une manière sérieuse qui
puisse être retenue par un historien.

C'est de la dynamite. Une femme que je croyais à moitié
saine d'esprit s'est mise à vociférer derrière moi. Heureusement
pour mes os, elle le faisait dans une langue étrangère où reve-
nait dix fois le mot nazi jeté à ma tête avec des « pfoui » et des
sifflements démentiels. Il lui faudra des semaines pour s'en
remettre.

Je me suis esquivé habilement, faisant un détour par les
écoles, j'ai sonné chez Reilhac qui n'a pas trop tiqué en lisant
le texte où il dépitait la méthode marxiste — il a le flair —
mais m'a assuré, olympien, que la chose était démontrée, les
coupables ayant avoué au tribunal de Nuremberg.

Vous allez voir comme il est facile encore de nos jours de se
faire aplatis. Vous pensez bien qu'à Nuremberg on aurait pu
pendre tout le monde dix fois et le tribunal avec et les journa-
listes itou, je m'en fusse foutu, absolument, infiniment, délicate-
usement, n'empêche que j'eus l'inconscience de me délivrer dans
l'oreille de Reilhac d'une vérité éternelle, à savoir que les aveux
des accusés devant n'importe quel tribunal n'ont jamais rien
prouvé !

Je n'ai dû mon salut, je vous le jure, qu'à la disposition des
lieux et à ma promptitude à jeter la table et deux chaises entre
ses pattes — la maladie m'a enseigné l'économie des gestes —
et à m'enfermer dans un local sombre, humide et fort étroit.

Avec le temps, j'ai pu parlementer et on m'a laissé sortir. Il
y avait là, un déromate tréchien au nez comme aplati par une
citrouille. Il écartait les mains dans le geste persuasif des apô-
tres en disant : « Mais moi, monsieur, les chambres à gaz, je
les ai vues à Dachau ».

J'étais ravi. Bravo ! lui dis-je. Je vais l'écrire à ce triste con-
neau de Rassinier, je lui dirai que la première personne à qui
j'en ai parlé les a vues lui-même et peut donner son nom. L'in-
cident est clos.

J'écrivis à Rassinier qui me répondit par retour : « Dites à
votre G... et sur le ton le plus affirmatif, qu'il n'a jamais vu
fonctionner la chambre à gaz de Dachau pour asphyxier. De
retour en France, il a peut-être vu la photo publiée par tous les
journaux. Mais, pendant son séjour au camp, il n'a pu voir que
l'écriteau « Achtung ! Gaz ! Gefähr ! » et c'est tout. »

Je soumis, de loin, le texte à G... et celui-ci, qui était dans un
de ses bons jours, me dit, onctueux : « Je ne l'ai, en effet, pas

vue moi-même, mais c'est Michelet qui m'en a parlé et il m'a
même dit : « Ils sont en train de l'agrandir ».

Il ajouta, décidément guilleret, ce détail croustillieux : « Il
avait trouvé, Michelet, une belle planque au camp, les Allemands
n'ont jamais su quel personnage important il était, pensez qu'ils
l'avaient arrêté seulement pour leur avoir vendu de l'épicerie
trop cher ! »

Chercher la petite bête dans les informations inexactes qui
ont été écrites sur les camps n'est donc pas, en notre siècle, un
travail scientifique ordinaire. Le chercheur, aussi consciencieux
soit-il et de quelque façon qu'il s'y prenne, aura l'air de tra-
vailler pour les nazis. La faute en est aux premiers fabulistes,
à ceux qui ont rendu le mensonge possible et l'ont cru néces-
saire à la justice de leur cause, comme si une cause juste pou-
vait avoir besoin de mensonge...

La recherche de cette vérité de nos jours fait hurler — voyez
Bardèche arrêté pour avoir douté de l'auguste tribunal de Nu-
remberg. Est-ce à dire que l'on doive jeter un voile éternel sur
la question ? Jamais de la vie, il faut s'y prendre autrement et
savoir gré à Rassinier d'avoir attaché un grelot dangereux.

Rassinier établit d'une façon étonnante que les responsables
des camps, la Haftlingsführung ou bureaucratie concentra-
tionnaire, cette élite de déportés qui nous a fourni nos gouvernants,
nos censeurs, nos patriotes et nos juges, constitue la plus prodi-
gieuse collection de fripouilles de l'Histoire.

C'est le triomphe du hideux salaud...

Ces grands politiques, ces surhommes, se sont mis à la dis-
position des nazis pour faire régner l'ordre dans les camps,
pour matraquer leurs frères d'infortune, pour conserver leurs
planques, leur filon, leur fromage.

Tous les bobards à la Rousset pour nous faire croire qu'il
s'agit là d'une chose toute nouvelle, une création de l'univers
concentrationnaire, spontanément éclos entre les barbelés vers
40-45, est un effort pour justifier une très vulgaire espèce de
coquins.

La délation et la platitude ont toujours existé dans les
bagnes, dans les chiourmes, sur les galères, mais autrefois les
criminels n'avaient pas eu l'idée géniale de s'en prévaloir pour
devenir ministres.

On oublie que l'infamie tornade qui a saccagé l'Europe est
née des patries agressives.

La patrie, il faut la faire passer tout doucement, avec de
grandes précautions, sur le plan de l'Europe entière, et cela ne
va pas être facile, il faudra d'abord rassurer, il faudra passer
son temps à rassurer. Montrer que les unions franco-allemandes
ne visent personne, mais invitent tout le monde. Et la présence
pour moitié (pas moins) de la France est seule capable d'apaiser
les Etats d'Europe plus petits qui ont gardé méfiance des
Teutons.

Est-ce là une vision d'avenir ? Vous savez bien que non. C'est
platement banal. Voilà des siècles qu'on en parle. Mais alors, il
faut faire la lumière sur les questions irritantes, il faut débrider
les plaies infectées, et la littérature concentrationnaire est une
de ces plaies.

Il faudra que ce livre ait pour conséquence la formation
d'une équipe de loyaux prud'hommes pas rendus fous par les bo-
bards et les passions, capables d'écarter sec tout ce qui n'est pas
vérité vraie, de taille à s'abstraire, à se déguiser en Martiens, à
s'imaginer qu'ils sont d'une autre planète, et à ne récolter que
de l'incontestable.

La tentative de Rassinier n'est pas seulement un mouvement
d'historien, un réflexe d'homme libre, c'est aussi un acte qui
s'inscrit dans nos tâches les plus ingrates. L'Europe doit se faire,
elle ne se fera pas avec les nazis ou les antinazis également
fanatisés, elle se fera avec le tiers parti, avec le fond solide du
bon paysan qui ne veut emm... personne et qui veut que per-
sonne ne l'emm...

Ça fait du monde.

Vous allez me dire que voilà encore de vilaines expressions,
je regrette, j'ai beau chercher, je n'en trouve pas d'autres.

Albert PARAZ.

(Extraits de la Préface.)

DU MEME AUTEUR :

Passage de la ligne

Aux Editions Bressanes, à Bourg-en-Bresse
200 pages : 300 fr. ; franco : 330 fr.

En réimpression.

« Déposition saisissante à l'heure où les camps de concentration, devenus moyen de gouvernement, se multiplient dans le monde. »
(Franc-Tireur.)

« Le réquisitoire objectivement circonstancié d'un pacifiste et d'un socialiste internationaliste... Le premier témoignage froidement et calmement écrit, contre les sollicitations du ressentiment et de la haine imbécile ou chauvine. »
(La Révolution prolétarienne.)

« Paul Rassinier, en nous rapportant ces choses, n'enfle pas la voix. Il les dit simplement. Plus encore : il les dit sans haine. Et c'est peut-être par là que ces souvenirs de baigne se distinguent le plus de tous les autres. »
J.-B. SÉVERAC (La République libre.)

« Lucide, intransigeant, terriblement honnête, Rassinier poursuit une série de tableaux cruels et vrais, des photographies d'une justesse, d'une exactitude qui étonnent tout au long du récit. Bourreaux comme concentrationnaires passent au crible de sa raison toujours présente. Il compare les deux états avec un esprit critique toujours froid. »
(Le Populaire-Dimanche.)

« Le sujet n'est pas neuf. Ce qui l'est, par contre, ce sont les explications données, le seul souci d'objectivité dans l'exposé des faits, l'absence de littérature de propagande, la présence de jugements qui semblent, après inventaire de l'univers concentrationnaire, valables même lorsqu'ils ne sont pas modérés, parce qu'exprimés en tenant compte des mobiles, de la fatalité du crime et d'un partage des responsabilités que personne, jusqu'ici n'avait cherché à établir. On décide — rétrospectivement — que *La dernière Etape* était un film imbécile ou raté en songeant, en face de certaines notations brèves aux effets acérés de Paul Rassinier, aux images saisissantes qu'en tirerait la caméra. *La dernière Etape*, c'était la propagande ; *Passage de la Ligne*, c'est la réalité qui n'est pas systématique, mais contradictoire et percutante. »
Robert PERNOT (Paroles françaises.)

« L'auteur a su garder la plus pure objectivité dans ces pages qui nous livrent enfin une interprétation humaine d'un phénomène qui ne se situe que trop normalement dans le cycle habituel aux frénésies guerrières. A lire et à faire lire pour débarrasser les crânes. »
SERGE (Défense de l'Homme.)

« Une mise au point discrète à certains témoignages où la passion politique, la haine ou le ressentiment l'ont trop souvent emporté sur l'objectivité. »
(Le Progrès de Lyon.)

« *Passage de la Ligne*, de Paul Rassinier, ajoute un document à tous ceux que nous connaissons, avec cette originalité qu'au lieu de s'en prendre à ses bourreaux, c'est à la pratique même des camps de concentration qu'il s'attaque et à toutes les bassesses qu'elle engendre. Il ne parle que de ce qu'il a vu, de ce qu'il a enduré, et il en parle avec une émouvante bonne foi. »
(Parisien libéré.)

« Ce qui ajoute à ce récit qui prendra sa place à côté de ceux de David Rousset et d'Eugen Kogon, ce sont les trois croquis du camp, un schéma de la hiérarchie, et surtout une série absolument étonnante d'articles cueillis dans les journaux de 47-48 et qui visent à démontrer, sans commentaires, que les horreurs des camps allemands ne sont pas un fait unique — que partout, dans ce monde, les S.S. ont fait et font encore des adeptes, que ces invraisemblables nouvelles des abîmes du sadisme nous arrivent de tous les horizons et spécialement des plus inattendus ou des plus volontairement oubliés. »
(Le Libérateur.)

« Le document qui manquait à la collection littéraire sur les camps de concentration. »
(Ecole libératrice.)

« Importante mise au point après tant de rodémontades communistes ! »
(Le Crapouillot.)

« Ce livre est un livre rare. Il est rare parce qu'il est un témoignage très fort dans sa nudité, parce que la sincérité de ses accents est frappante, parce que Rassinier a passé la ligne au-delà de laquelle la haine n'a plus de sens. Vous sortirez de sa lecture maudissant seulement la servilité, l'imbécillité, le fanatisme, la haine et la guerre. C'est donc un livre bienfaisant et fondamentalement humain... »
J. CARREZ
(Bulletin du Syndicat des Instituteurs du Doubs.)

« Ce Rassinier pousse l'objectivité à la provocation. Il assure qu'il n'y avait pas de chambre à gaz à Dora, ni à Buchenwald. Et puis non, je n'ose pas dire jusqu'où il va, c'est du délire et ça ferait pleurer tous les Mauriac. »
Albert PARAZ
(Valsez, Saucisses, chez Amiot-Dumont.)

« Un livre bien écrit, et où l'esprit de vérité domine sans faiblir, toute vaine imagination, tout faux lyrisme, la partialité politique et la haine. »
(L'Européen.)

Sous le titre « Un nouvel humanisme est-il en marche ? »

Albert PARAZ

« Albert Paraz est une de ces manifestations de l'esprit français comme on en rencontre dans notre histoire une fois tous les cent ans. »

« Phénomène turbulent, truculent, terriblement explosif, doué d'une imagination intense, maniant le paradoxe ainsi qu'une mitraillette, il est de ces écrivains qui résistent à toute tentative de classification. »

« Avec un tel tempérament, avec un bagage littéraire important, Paraz sera demain l'écrivain le plus lu du monde entier ou, si les gouvernements comprennent le sens de ses propos à la dynamite, de ses boutades atomiques, un écrivain mondialement interdit. »
Noël BAYON.

« Fougueux, explosif, rageur, rabelaisien, anarchiste et héraut de Céline, Albert Paraz est un écrivain volcanique. Chacun de ses livres est une éruption, voire une explosion atomique. »
Jean-Jacques HAUWUY
(La Bataille.)

« Albert Paraz est partisan contre les partisans, fanatique contre les fanatiques, résistant contre les résistants, libéral contre les libéraux. »

« Inutile de chercher des références dans la littérature pour définir ses livres. Il faut les prendre fulminantes, dans le domaine des bouches à feu. »
François SAUVAGE.

« Chaque matin, la presse ou la radio nous apporte une nouvelle qui nous fait dresser les cheveux sur la tête. En voici une : « L'éditeur du *Gala des Vaches*, d'Albert Paraz, l'annonce en ces termes : « Dans ce livre, Céline reprend la parole ! » Je ne veux pas faire de commentaire, la nouvelle est assez éloquent comme cela ! »
(La Bourgogne républicaine.)

« *Le Gala des Vaches* est une séquelle lointaine mais directe de *Stendhal*, de *Samuel Pepys*, de *Montaigne*, voire de *Maine de Biran*. »
André THÉRIE.

«...Ce *Saucisse* me paraît bien meilleur que tous les précédents. Plus architectural, pas bizarre pour le plaisir de l'épate, vers le classique, juste costaud, pas un gramme de oïseux. Tout dans l'estomac, ça pèse. »
L.-F. CÉLINE.

« Votre bouquin pète la vérité. C'est les pensées secrètes de chacun quand les gars ont quelque chose là. C'est du Michel-Ange et du Jules Renard, une fresque géante de la connerie humaine, avec des réprouvés, des infirmes, des anges pédérastes. Le son de ce bouquin est extraordinaire. On ne lit pas une œuvre de cette qualité en dix ans. Il y a des tas de gens que ça doit rendre enragés. »
Paul REBOUX.

« Choses curieuses, les grands romans d'Albert Paraz : *Remous* et *Vertiges*, ne font pas un seul moment penser aux romans américains. Dans la peinture des sentiments les plus vifs et les situations les plus périlleuses, il apporte le naturel, l'aisance des romanciers français du XVIII^e siècle, du Diderot de la Religieuse, de Laclos et même de Sade. »
Roger GIRON.

« *Le Gala des Vaches* est un livre exigeant. Il exige tout de vos amis. J'ai beau compter, je ne trouve pas plus de dix lecteurs qui soient dignes de ce pathétique bouquin et de sa colère. »
Blaise CENDRARS.

« *Valsez, Saucisses* est un livre à ne pas mettre entre toutes les mains — il faut bien le dire — car son souffle puissant embrase ; mais on est contraint de reconnaître qu'il nous fait toucher du doigt des plaies dont nous souffrons tous. »
Robert GAILLARD.

L'œuvre d'Albert Paraz : *Bitru* (1936) — *Barrières* (1938) — *Le Roi tout nu* (1941) — *L'Arche de Noé* (Ed. Denoel, 1946) — *Le Poète écartelé* (Maréchal, 1946) — *Le couteau de Jeannot* (Pavé, 1946) — *Le Lac des Songes* (Bateau Ivre, 1947) — *Remous* (Id., 1947) — *Vertiges* (Id., 1948) — *Le Gala des Vaches* (Elan, 1948) — *Valsez, saucisses* (Amiot-Dumont, 1950)

A l'écran : « L'Arche de Noé », tiré de « Bitru », (1946).

MM. LES LIBRAIRES sont informés que les Editions Bressanes assurent elles-mêmes leur propre distribution, ce qui leur permet de produire un livre de bibliothèque d'une facture impeccable et très bon marché. Pour paraître prochainement (en réédition illustrée) :

Le Lac des Songes d'Albert PARAZ